

CENTRE AVERROES

La mort du général Dlimi

REVUE

DE

PRESSE

1983

*Le directeur des aides de camp du roi Hassan II
a péri dans un accident de la route près de Marrakech*



Le général Ahmed Dlimi (ici en 1976, à Paris)

C'est par un bref communiqué du ministère de la maison royale, lu à la radio mardi soir à 22 h 50, que les Marocains ont appris la mort du général Ahmed Dlimi.

De notre envoyé spécial au Maroc

« **L** e général Ahmed Dlimi a trouvé la mort dans un accident de circulation à Marrakech, alors qu'il regagnait sa résidence dans la même ville. » La sécheresse de ce communiqué, autant que la brutalité de la nouvelle, ont surpris les Marocains. Toutefois, pour le petit peuple, le général Dlimi restait un personnage entouré de mystère, qui ne se montrait guère et qui donc n'avait pas

une popularité considérable. Sa mort ne pouvait susciter une émotion très durable.

« Dlimi est mort ?, m'a dit un chauffeur de taxi. Dieu ait son âme. Mais l'important, c'est que votre président arrive demain... » Un autre : « Il sera difficile à remplacer... » Et un vendeur de journaux à qui je demandais si Dlimi était un ami personnel du roi, a eu cette réponse : « Un ami ? Seule Sa Majesté pourrait le dire. Un collaborateur très proche plutôt. »

Mêlé en 1965 à l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, Ahmed Dlimi s'était quelque peu retiré du devant de la scène en abandonnant en 1971 son poste de responsable de la Sûreté nationale puis, en 1974, son poste de directeur du service de renseignements.

Son rôle, pourtant, était resté considérable, notamment lorsqu'il avait pris le commandement, à partir de 1979, du « Front sud » au Sahara, qu'il avait réorganisé.

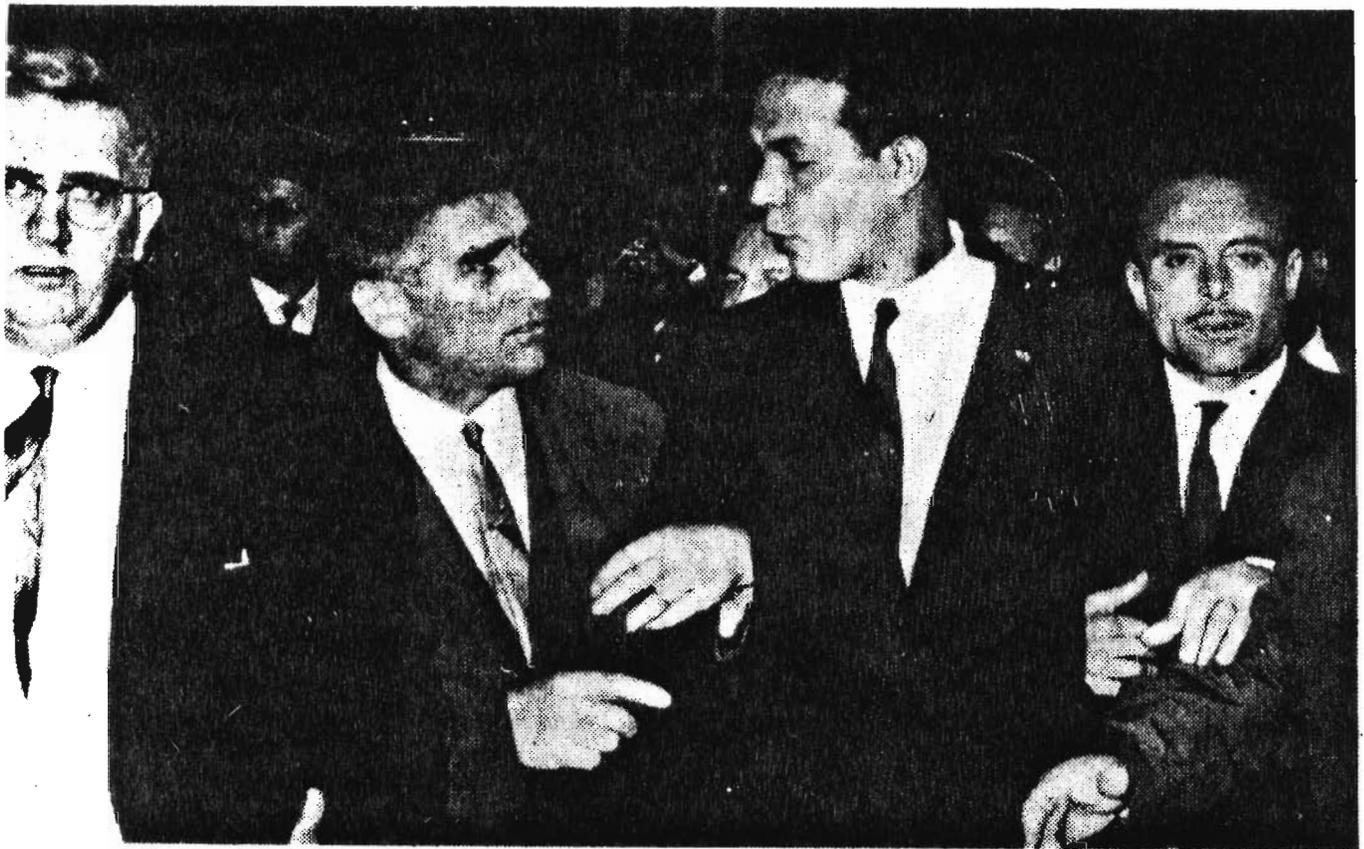
Il jouissait de la part du roi Hassan II, que l'on dit très affecté par sa disparition, d'une totale confiance. Le roi, d'ailleurs, lui confiait de plus en plus souvent, ces dernières années, des missions diplomatiques aussi importantes que discrètes. Récemment, dit-on, il aurait rencontré des émissaires algériens en Espagne. Entièrement dévoué à la cause du souverain, cet homme discret était aussi un homme craint pour ses longs états de service dans les milieux de la police.

Pas ou peu de ferveur populaire donc. Mais déjà des rumeurs qui font les délices de « Radio-trottoir ». Certains trouvent suspect que le général ait pu avoir un accident aussi grave dans le quartier de la Palmeraie, à Marrakech. L'accident se serait produit en plein jour, hier après-midi, et après avoir percuté un camion, la voiture du général aurait brûlé. Des circonstances troublantes qui font déjà l'essentiel des conversations du Tout Rabbat. « Et si l'accident avait été arrangé, provoqué ? »

Reste toutefois qu'un accident de la route au Maroc est chose courante. La seule route

Casablanca-Rabat passe pour être la plus meurtrière du monde, et les chauffeurs marocains pour les plus intrépides. Hier seuls les drapeaux en berne sur quelques façades étaient là pour rappeler la mort d'un général prestigieux dont la dépouille a été exposée à la mosquée Souna, la plus grande mosquée de Rabat. Conformément à la tradition musulmane les obsèques devraient avoir lieu très vite.

Christian Casteran



Octobre 1966. Bénéficiant d'une protection particulièrement renforcée, Ahmed Dlimi, qui s'est livré de son propre chef à la justice française, arrive au palais de justice de Paris où il va répondre des accusations de complicité portées contre lui dans le cadre de l'affaire Ben Barka. Neuf mois plus tard, il sera acquitté. Photo - Paris-Presses

Le général Dlimi avait été l'une des vedettes du procès Ben Barka

L'éminence grise du roi du Maroc se tue dans un banal accident de la route

C OUP dur pour le roi Hassan II du Maroc : son confident et protecteur le plus proche, l'homme qui le suivait comme une ombre depuis plus de dix ans, vient d'être tué dans un banal accident de la circulation près de Marrakech.

Directeur des aides de camp du roi et commandant de l'armée marocaine, le général Ahmed Dlimi, cinquante et un ans, a perdu la baraka après une carrière extraordinaire ponctuée de procès, de complots et d'attentats.

La personnalité du général Dlimi est trop énigmatique et importante pour que sa mort brutale ne suscite des rumeurs et il est probable que beaucoup, de Tanger aux sables du Sahara, vont se poser des questions sur la disparition de

« l'homme fort », maître à la fois de l'armée et des services secrets. Pourtant, rien pour l'instant ne peut intriguer dans la collision de la voiture du général — rentrant d'une entrevue avec le roi — avec un camion roulant en sens inverse.

Le général Dlimi avait commencé à défrayer la chronique pour un rôle plutôt ténébreux dont il se serait sans doute volontiers passé : au lendemain de l'enlèvement du chef de l'opposition socialiste marocaine, Mehdi Ben Barka, le 26 octobre 1965 devant la brasserie Lipp à Paris, Dlimi — alors commandant et chef de la sûreté chérifienne — arrive discrètement à Paris en compagnie de son supérieur hiérarchique, le redoutable général Oufkir, ministre de l'Intérieur.

Les deux hommes se seraient alors rendus aussitôt à Fontenay-le-Vicomte, dans la ban-

lieue parisienne, où Ben Barka avait été conduit par ses ravisseurs avant d'être assassiné.

Sens de l'honneur

Cette affaire, qui garde encore aujourd'hui bien des secrets, conduit presque à la rupture entre le général De Gaulle et le roi Hassan II : les ambassadeurs des deux pays sont rappelés et les accusations pleuvent contre le général Oufkir et le commandant Dlimi. Celui-ci choisit de provoquer un coup de théâtre : « pour laver l'honneur de son pays », explique-t-il dans une lettre au roi, Dlimi vient en France et il se livre à la justice. Pendant huit mois, il est incarcéré à la prison de la Santé et traité comme un détenu ordinaire. Acquitté en juin 1967, Dlimi, promu lieutenant-colonel, revient en héros au Maroc, qui célèbre

son « sens du sacrifice » au service du trône alaouite.

La brillante ascension de Dlimi faillit être arrêtée à nouveau le 16 août 1972 : ce jour-là, des aviateurs putschistes aux ordres du ministre de la Défense Oufkir tentent d'abattre dans le ciel de Tétouan le Boeing du roi Hassan II, qui revient de Paris. Dlimi est dans l'avion, qui échappe aux chasseurs : il organise la répression et il assiste à l'exécution déguisée en suicide d'Oufkir, déjà impliqué secrètement dans la tentative de coup d'Etat ratée de juillet 1971.

Grâce en partie à Dlimi, le Maroc a connu depuis ces remous une relative prospérité, malgré le mécontente-

ment social et les revers de la guerre du Sahara. Contre le Polisario, dans le désert, Dlimi fait construire un immense mur qui paraît avoir brisé récemment les attaques

et les espoirs de victoire des rebelles sahraouis et Dlimi, peu rancunier et habile, avait fait appel à la France pour moderniser l'armée marocaine. Souvent considéré comme la

bête noire de la gauche française au moment de l'affaire Ben Barka, le général Dlimi aurait dû sauver aujourd'hui les charbonnets de l'histoire en serrant la main de

François Mitterrand. Un camion dérivant sur une route a empêché cette rencontre étonnante entre le président français et l'officier marocain fier et plein de prestance.

FRANCE-SOIR 27/1/83

Jean-Louis MORILLON

ACCIDENT

Mort de Dlimi, principal conseiller du roi du Maroc

Hassan II a perdu son homme de confiance, à la fois exécuteur de ses basses oeuvres au cours des affaires Oufkir et Ben Barka, et le plus efficace de ses généraux au Sahara Occidental.

Le roi du Maroc a perdu mardi soir un homme particulièrement précieux : le général Ahmed Dlimi, directeur de ses aides de camp, commandant de la zone Sud (c'est-à-dire de la guerre contre le Polisario), l'un des chefs incontestés de l'armée marocaine et l'un des principaux conseillers du souverain. Un vulgaire accident de la circulation a mis un terme à la carrière de l'officier supérieur. Dans un petit chemin de la palmeraie de Marrakech, sa voiture s'est trouvée face à un camion qui venait en sens inverse à vive allure.

Dlimi a commencé à faire parler de lui en octobre 1965, à l'occasion de l'assassinat à Paris du chef de l'opposition marocaine, Mehdi Ben Barka. Celui-ci s'était fait enlever à Saint-Germain-des-Près par deux policiers français et emmené dans une voiture de police avec un agent de SDECE accompagné d'un truand. Dans la villa de Fontenay-le-Vicomte où il sera enfermé et dont il ne sortira pas vivant, viendront le général Oufkir, ministre marocain de l'Intérieur et Dlimi qui, à l'époque, était le bras droit de ce dernier. L'affaire avait été un énorme scandale politico-policiier dans lequel barbouzes, truands, agents français ou

marocains se démenaient comme des crabes dans un panier. Considérant implicitement que le régime marocain était impliqué au plus haut niveau, le général de Gaulle avait pris la mouche et fait lancer un mandat d'arrêt international pour « complicité d'arrestation illégale et séquestration arbitraire » contre Oufkir et Dlimi. Les deux hommes seront jugés par contumace.

Un peu plus tard, Dlimi viendra, de façon spectaculaire, se mettre à la disposition de la justice française. Au service de son roi, il acceptera de courir le risque d'être sacrifié sur l'autel de la raison d'Etat. Cela lui coûtera de passer huit mois en prison avant d'être acquitté. Retour au Maroc où Hassan II le récompensera de ses bons et loyaux services en le prenant à son cabinet militaire et en lui confiant, en 1970, la direction de la Sûreté nationale.

En juillet 1971, le complot de Skhirat, monté par le général Oufkir et dirigé contre le roi, est à deux doigts de réussir. Mais il échoue. Oufkir est « suicidé ». L'étoile de Dlimi, resté fidèle, brille encore un peu plus. Il est définitivement consacré homme de confiance.

Quelques années plus tard, la grande affaire devient l'annexion du Sahara. Dlimi mène les opérations contre le front Polisario. Il fait construire une « ligne de défense » de 300 kilomètres de long, véritable barrière de sable et de pierre, destinée à séparer le territoire où les maquisards sahraouis peuvent opérer de la zone du Sahara économiquement importante pour le Maroc. Il se disait convaincu que la lutte contre le Polisario n'allait pas tarder à être gagnée.

Ce dernier, qui ne partage évidemment pas cette appréciation, publie un communiqué signé du « gouvernement de la république arabe sahraouie démocratique » affirmant que la mort du général Dlimi n'est pas un accident, mais un « assassinat », qui vise à « décapiter l'armée marocaine et à barrer le chemin devant elle afin qu'elle ne devienne pas une alternative à la monarchie chancelante ».

Dans l'histoire un peu shakespearienne de la monarchie chérifienne, la disparition de l'homme fort de l'armée intervient comme un point d'orgue qui va sans doute modifier le rapport de forces entre le Palais et son armée et peut-être changer le cours de la guerre du Sahara.

LIBERATION
27/1/83

POUR LES MAROCAINS C'ETAIT...

L'homme de confiance du roi Hassan II

Le président François Mitterrand arrive aujourd'hui au Maroc où il effectue une visite officielle de deux jours. Le voyage du président français a été éclipsé par l'annonce, hier soir, du décès du général Ahmed Dlimi survenue lors d'un accident de voiture. Homme de confiance du roi, le général Dlimi était sans doute le plus influent des chefs militaires chérifiens. Il avait, en outre, la haute main sur les services secrets.

Il semble que la voiture à bord de laquelle il rejoignait son domicile, après avoir rencontré le souverain au palais royal de Marrakech, ait heurté de plein fouet un camion qui venait en sens inverse.

Le général Dlimi a mené ces dernières années une lutte sans merci au Front Polisario, dont il s'est efforcé de stopper les incursions au Sahara occidental en faisant construire un « mur ».

Né en juillet 1931 à Sidi-Kacem (100 km à l'est de Kenitra), le général Dlimi est passé par l'école militaire de Dar-Beida à Meknès, d'où il est sorti avec le grade de sous-

lieutenant. Après une année d'application à l'École inter-armes de Saint-Maixent (centre-ouest de la France), il a servi notamment dans le désert du Tafilalet (proche du Sahara) et les montagnes du Rif. Puis il est devenu l'un des principaux collaborateurs du général Oufkir, alors ministre de l'Intérieur.

Impliqué dans l'affaire de l'enlèvement à Paris du leader progressiste Ben Barka, en octobre 1965, le général Dlimi s'est présenté volontairement devant la justice française qui devait l'acquitter en juin 1967. A son retour au Maroc, le souverain l'a pris à son cabinet militaire puis lui a confié la direction générale de la Sûreté nationale en 1970. C'est à la suite du complot avorté de Skhirat (juillet 1971) que le général Dlimi s'est vu confier par le roi Hassan II la direction de ses aides de camp, poste qu'il a cumulé par la suite avec celui de directeur général de la direction des études et documentations (contre-espionnage) et de commandant de la zone sud (Sahara) du royaume.

Ce serait un grand succès politique, la preuve d'une baraka irrésistible dans un pays qui souffre désespérément, depuis cinq ans, d'un climat édénique à la Triganò. Ce serait aussi la meilleure manière de faire provisoirement oublier l'imbecilité routière qui a coûté la vie au général Dlimi. Cette « perte nationale », pour reprendre l'expression des médias locaux — il est vrai, tout à fait « sous contrôle » —, risque de jeter une ombre sur la visite de

François Mitterrand. Une visite qui s'annonçait pourtant fort bien, « en rose », tant le gouvernement socialo-communiste français paraît être revenu sur ses préventions à l'égard d'Hassan II et de son royaume, renonçant à lui faire la leçon, acceptant de reprendre une collaboration approfondie avec lui (y compris dans le domaine militaire) et souhaitant encore qu'elle se développe, au plan politique (Afrique, Proche-Orient), comme au plan nucléaire

(nucléaire civil, of course, et à l'horizon 90 ou 95). On reviendra sur tous ces points. Le fait est qu'aujourd'hui le nuage Dlimi place au second rang de l'évolution des relations franco-marocaines.

Un passé pesant

Dlimi avait trois casquettes. Il avait la main sur les services spéciaux militaires. Il était le chef des aides de camp du roi, c'est-à-dire quelque part son

chet d'état-major. Enfin et surtout, on l'avait promu, preuve de confiance inestimable, à la tête des troupes servant sur le front Sud, en lui accordant une relative capacité d'initiative. Il n'était pas Oufkir, il en approchait seulement.

Qui, après lui ? Dans une période où le Polisario semble à peu près impuissant (ces derniers faits d'armes datent de janvier 1982), où les Américains préviennent les Algériens qu'ils ne toléreront pas une escalade trop venimeuse du conflit saharien (Sam 6 ? Pas question !), où les Français reprennent leurs livraisons de matériels au Maroc, il est permis de penser que Dlimi n'aura pas de successeur, qu'on répartira ses casquettes. Comme disait Edgar Faure, vieil ami ou vieux client de la dynastie Alaouite, au moment du départ d'un secrétaire général de l'Éducation nationale qu'il envoyait aux oubliettes, en 1968 : « Vous êtes irremplaçable, vous ne serez pas remplacé. » Hassan II a d'excellentes raisons de se méfier d'une partie de son armée depuis les années 1971-1972. Pour briser « le charme séculaire de la monarchie », on avait mobilisé des escadrilles, des divisions blindées, des écoles militaires. Tout cela a échoué, mais chat échaudé craint l'eau froide, même si une preuve évidente du loyalisme des oppositions apparaît quand elles oublient, dans leur décompte, des prisonniers politiques, cette centaine d'exécutants lourdement condamnés, après la tuerie de Skirat.

Ce sont de véritables enterrés vifs et, plus de dix ans après, on considère qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter... Le Maroc, à tous les niveaux, reste un curieux cocktail de démocratie et de féodalisme. On défie Jean Lacouture et Maurice Duverger de nous en donner la recette.

Si l'on veut bien comprendre pourquoi l'Algérie et le Maroc ne se sont pas fait la guerre, deux bonnes raisons s'imposent au-delà d'une conscience populaire qui est restée très pro-maghrébine, pro-unitaire, du moins jusqu'à des temps récents.

D'abord, mais ce n'est pas vraiment notre propos aujourd'hui, le conflit entre les deux pays s'inscrivait réellement au sein du monde arabe et, pour des raisons sonnantes et trébuchantes, ni l'un ni l'autre n'avaient intérêt à jouer avec le feu dans ce cadre. Les tentatives de débordement de l'Algérie du côté de l'organisation de l'Unité africaine (OUA) ne lui ont pas servi à grand chose. Après quelques illusions de succès, elles lui

ont plutôt aliéné quantités de pays sub-sahariens qui en ont ras-le-bol de « ces histoires d'Arabes ».

Il faut bien voir, ensuite, que Boumédiène et Hassan II, première manière, avaient chacun, pour des raisons tout à fait identiques, intérêt à « balkaniser » leurs armées. La tentative de putsch de Zbiri, trop oubliée, mais spectaculaire elle aussi, était le pendant des grandes manœuvres régicides du colonel Abadou à Skirat et d'Oufkir entre Tanger et Rabat, quand il essaye d'abord de faire abattre l'avion de Sa Majesté, puis d'exterminer la légitimité au sol.

Ces péripéties ont conduit les deux chefs d'État à interdire — grâce à Dieu ! — l'apparition d'un quelconque connétable, tout aussi capable de vaincre le voisin que de stranguler leur patron. L'apparition de Chadli Benjedid a changé bien des choses du côté algérien. Elle a conduit également Hassan II à restituer un peu plus de pouvoir à ses officiers généraux, d'autant que les années 79-80 avaient été catastrophiques au plan militaire, faute, par exemple, d'une coordination suffisante entre l'armée de terre et l'aviation. Tout dépendait du roi et les communications n'étaient pas toujours faciles.

Ce fut l'occasion de l'ascension de Dlimi. Pourtant, malgré ses gages de fidélité, il n'aurait jamais été investi d'une confiance absolue. Hassan II s'occupe de la chose militaire dans son moindre détail, va jusqu'à traiter personnellement des permissions des officiers. L'armée est son entier domaine réservé. Son père, Mohamed V, lui en avait déjà confié la formation. Il n'a pas supporté de Dlimi qu'il soit vraiment son connétable. Il ne le verra pas d'autres. Alors qu'une jeune génération d'officiers, mûris par l'affaire du Sahara, s'avère à la fois plus professionnaliste et plus politisée — avec discrétion — que la précédente. On pourrait entrer là dans une autre histoire marocaine.

Mais Mitterrand...

Aucune de ces considérations n'influera vraiment sur la visite du président de la République française. L'opposition marocaine souhaite, d'ailleurs, qu'il s'occupe le moins possible de ses problèmes : indépendance oblige.

Parallèlement, il était à peu près certain que François Mitterrand restera discret et le moins médiateur possible à propos du Sahara, bien que les perspectives de rabibochage avec Chadli Bendjedid soient devenues très à la mode à Rabat, comme toute une

série de billes visées à propos d'une espèce de « nouvelle alliance » avec les États-Unis.

Non, l'importance du voyage présidentiel est avant tout bilatérale. On va assister à une sorte de rééquilibrage vis-à-vis de l'Algérie, que celle-ci souhaite peut-être secrètement. On va surtout réexaminer des comptes difficiles et faire des paris ensemble, notamment dans le domaine nucléaire.

Dettes extérieures globales : probablement 10 milliards de dollars (officiellement 8), sans

que l'on ne soit du tout en mesure de certifier que des fournitures militaires considérables depuis la fin des années 70, soient comptabilisées à ce titre.

Lourd héritage

Charge de la dette : 35 à 36 % de la valeur des exportations. Les créances françaises atteignent 3 milliards de dollars, dont un au plan militaire sur un total de 1,5. En francs lourds, on peut dire que la Coface est engagée ici pour environ 11 milliards et que les aides du Trésor, s'accumulant depuis dix ans, atteignent 3 milliards.

L'héritage est lourd, bien que quantités d'experts marocains et étrangers regrettent que le Maroc ne se soit pas endetté davantage, quitte à faire aujourd'hui des pieds-de-nez à ses créanciers. La France suit pourtant, comme l'a montré un accord sur le rééchelonnement des dettes, ou plutôt des arriérés militaires signés en avril dernier puis, en décembre, une autre convention pour 1983, qui n'est pas merveilleuse par rapport à celle de 1982, mais marque une intention évidente de continuité, voire de progrès.

Il y a trois ou quatre ans encore, ce bilan aurait paru contraignant, scandaleux.

Aujourd'hui, il est banal. Mitterrand va continuer à jouer l'expérience économique marocaine bien qu'elle apparaisse, malgré tous les aléas de la conjoncture, particulièrement menacée. Au vrai, elle ne l'est pas davantage qu'une autre, étant donné la stabilisation de la situation militaire et une cohérence économico-sociale qu'on retrouve difficilement ailleurs. Il va falloir parler du nucléaire, de demain, sans grands engagements de notre part, puisqu'il ne s'agit que de contrats d'études. A Alger aussi, mais on n'y parle que de métro.

J.-M. K.

LE QUOTIDIEN DE
PARIS 27/2/83.

POUR LES FRANÇAIS C'ÉTAIT...

L'un des personnages clés de l'affaire Ben Barka

On ne prête qu'aux riches. La formule, hélas, est à prendre au pied de la lettre en matière d'argent, elle n'est pas moins exacte en tous autres domaines. Aux séducteurs on attribue communément les conquêtes qu'ils n'ont pas faites, aux milliardaires les opérations financières dans lesquelles ils ne se

par
Dominique JAMET

sont pas lancés, aux services secrets les complots qu'ils n'ont pas ourdis, aux repris de justice célèbres les crimes qu'ils n'ont pas commis.

Une O.P.A. ne pouvait se déclencher à une certaine époque sans qu'on y cherchât, comme la figure cachée dans les dessins-devinettes, l'ingérence des frères Willot, ces joueurs à quatre mains du piano économique, un changement de propriétaires dans une affaire de presse sans qu'on regardât aussitôt du côté de Marcel Dassault naguère, de Robert Hersant aujourd'hui ?

Il arrive quand même qu'un homme d'État ou un exilé passe de vie à trépas sans que le KGB, la CIA ou le Mossad y soient pour rien. Quant à Carlos, Spaggiari ou Marcan-toni, ils ne sont le plus généralement pour rien dans les ralonges que la malignité ou la crédulité physiques et l'imagination ou le sensationnalisme journalistiques ajoutent constamment à leur casier judiciaire...

Ainsi, lorsque se produit l'un de ces incidents fâcheux désignés sous l'appellation parlante de mort violente, un premier mouvement nous porte naturellement, s'il s'agit d'un quidam, à n'envisager que l'hypothèse de l'accident, s'il s'agit d'une célébrité, à ne considérer que l'éventualité de l'assassinat, comme si le crime ne se contentait pas de donner le bras au vice, mais était l'ombre portée de la gloire.

Nous avons toujours tendance à chercher le mystère de la faille dans l'accident le plus normal et le plus facilement explicable dès l'instant que la personnalité de la victime peut y donner matière. A fortiori lorsque la vie d'un homme n'était qu'un tissu de secrets, de questions et d'obscurité, d'instinct nous refusons à sa mort même le droit d'être ordinaire : au moins demandons-nous un supplément d'enquête avant de délivrer symboliquement le permis d'inhumer.

Comme elle attend le voyageur enfin rentré chez lui, le soir, à Samarcande, la mort apparemment la plus banale avigait rendez-vous avec le général Ahmed Dlimi, avant-hier, sur la route de Marrakech, sous la forme d'un gros camion heurté de plein fouet par sa voiture...

Confins dangereux

Au moment où le général Dlimi quitte définitivement le service de Sa Majesté pour le royaume des ombres, on n'épiloguerait pas davantage sur cette disparition s'il n'avait été de son vivant déjà un homme de l'ombre, d'abord dans l'ombre du violent et mystérieux général Oufkir, son protecteur, son parrain, son prédécesseur, et peut-être sa victime, et si leurs deux noms n'avaient pas émergé deux fois à la surface de l'actualité, en des circonstances troublantes. Dlimi ne portait pas en permanence comme Oufkir des lunettes noires. Aux confins dangereux de la police, de l'armée et de l'espionnage, il n'en protégeait pas moins avec soin son image et sa vie de toutes les curiosités.

Sorti de l'école militaire de Dar-Brida, près de Meknès, puis hôte de l'École interarmées de Saint-Maxime, Ahmed Dlimi avait servi dans le désert du Tafilalet avant de devenir l'un des principaux collaborateurs d'Oufkir, alors tout-puissant conseiller confident du roi Hassan II et

directeur de la Sécurité nationale.

Il est commandant, et adjoint d'Oufkir lorsque son nom apparaît pour la première fois, bien malgré lui, à la une des journaux, au moment où éclate l'affaire Ben Barka.

Enorme bavure

Les deux hommes sont venus à Paris — simple voyage en transit, affirment-ils en chœur — à la fin octobre 1965, le lendemain de l'enlèvement et de l'assassinat du leader de la gauche marocaine, Mehdi Ben Barka, kidnappé en plein Paris, avec la complicité de policiers, de barbouzes et de truands français. De Gaulle, bafoué et exaspéré par cette énorme bavure survenue sous son nez, en pleine campagne présidentielle, à défaut de pouvoir ou d'oser arrêter tous les coupables, ne se laissera apaiser que si un bouc émissaire vient se sacrifier sur l'autel de l'amitié franco-marocaine, mise à mal (pour quatre ans) par l'affaire, Dlimi sera celui-là.

Son honneur, comme celui des SS, est fidélité. En octobre 1966, condamné par contumace comme Oufkir, il vient se livrer à la justice de notre pays... pour clamer son innocence, celle de son patron et de son maître devant des jurés qui, pas dupes mais troublés, l'acquitteront faute de preuves, après huit mois de détention. Coupable, mais loyal, et lavé de toute tache, il est fait colonel par le roi Hassan II.

Tout-puissant vizir

En juillet 1971, le souverain manque de laisser la vie dans le complot de Skhirat, au cours duquel des cadets de l'armée se sont soulevés contre lui. Directeur général de la Sûreté, Dlimi n'a-t-il rien vu venir, n'a-t-il rien pu empêcher ? Hassan II lui garde sa confiance et la lui renouvelle lorsqu'un an plus tard, on tire sur son avion, et qu'il échappe

une deuxième fois par miracle à la mort. Mais cette fois, le « vrai » coupable, le grand manipulateur est confondu : c'est Oufkir, le loyal, le féal, le fidèle Oufkir. A qui se fier, dans ce royaume de soulèvements, d'intrigues, de complots, où le ver est au cœur du fruit et porte casquette étoilée ?

Mais bien sûr, à son second, à Ahmed Dlimi, qui, persuadé de la trahison d'Oufkir, aide celui-ci à se suicider — il ne parlera plus — puis lui succède, dans ses prérogatives et son grade. Depuis, tout allait pour le mieux dans le meilleur des Maroc possibles entre le roi et le tout-puissant vizir qui était du reste en passe de gagner dans le Sud la guerre oubliée du Polisario.

Alors, quand une mort apparemment stupide le frappe, à la veille de l'importante visite au Maroc du président de la République française, comment ne pas penser fugitivement au moins, au Mossad, aux services secrets algériens, à la CIA, que sais-je encore... ou, qui sait, au cabinet royal ? Pourtant, il ne s'agit que d'un banal et classique accident de la route. Mais on ne prête qu'aux riches...

D. J.

Le Quotidien de Paris
N° 986 27/1/83

ACCIDENT AU MAROC

L'un des assassins de Ben Barka écrasé par un camion

Le général Dlimi dirigeait les opérations militaires au Sahara occidental

Envoyé spécial : ROBERT LAMBOTTE

RABAT, 26 janvier. — A quelques heures de l'arrivée du président François Mitterrand, l'attention des milieux politiques marocains s'est brusquement portée sur un événement de politique intérieure qui a de sérieuses implications sur le plan national en même temps qu'il rappelle une page douloureuse des rapports franco-marocains. Il s'agit du décès cette nuit du général Ahmed Dlimi. Celui-ci a trouvé la mort au cours d'un accident de la route. Sa voiture, dit-on, a été percutée par un camion ; le véhicule a été incendié et le général éjecté de son siège a été tué sur le coup. Ses obsèques ont eu lieu mercredi en fin d'après-midi à Rabat.



Le général Ahmed Dlimi.

Dlimi, on s'en souvient, était avec Lopez, « l'honorable » correspondant du SDECE à Air-France, le seul survivant de la bande franco-marocaine impliquée dans l'enlèvement et l'assassinat de M. Ben Barka, le leader progressiste marocain enlevé en octobre 1965 en plein Paris devant la brasserie Lipp par les services secrets français alliés à leurs collègues marocains avec le concours de truands français, qui ont disparu depuis, après avoir trouvé refuge au Maroc.

Le principal instigateur de l'opération, le général Oufkir, s'est « suicidé » de quatre balles dans le dos en août 1972 après un complot raté contre le roi.

Ahmed Dlimi avait depuis gravi tous les échelons de hiérarchie. De chef de la sûreté il était devenu le maître-d'œuvre des opérations militaires marocaines au Sahara oriental.

Si donc sa fin tragique et encore mal expliquée signifie la disparition du dernier acteur officiel marocain de l'affaire Ben Barka, elle a, pour le palais royal, une autre signification. C'est la mort d'un homme qui maintenait à bout de bras les 80.000 soldats et officiers de l'armée marocaine enlisés dans les sables du Sahara occidental.

A Rabat, cet après-midi, on semble redouter les conséquences de cette absence. Cependant, les préparatifs de la réception demain matin du président François Mitterrand se poursuivent.

François Mitterrand ce matin à Rabat

Rabat, malgré un soleil éclatant qui surprend quand on sort de la grisaille parisienne, ne semble pas se préparer à une réception exceptionnelle. Quelques banderoles exaltant l'amitié franco-marocaine ont été hissées sur le chemin menant de l'aéroport au centre de la capitale.

A travers les déclarations faites ces dernières heures par le roi Hassan II, il est possible de mieux appréhender les entretiens qui vont avoir lieu avec le président François Mitterrand. Dans une interview accordée à Radio-France International, il a, en effet, annoncé qu'il comptait demander à la France d'installer sur son territoire « quelques centrales nucléaires », lesquelles fonctionneraient avec de l'uranium extrait des phosphates marocains selon un procédé américain. Comme l'a souligné le roi Hassan II au cours de cette interview : « Je ne mets pas tous mes œufs dans le même panier. » On sait que la même demande d'installation de centrales nucléaires avait été formulée par le président Bongo au cours du récent voyage de François Mitterrand au Gabon. On sait aussi avec quelle prudence celui-ci avait répondu.

Le problème des droits de l'homme pose de plus graves questions. Alors qu'il est de notoriété publique qu'un nombre important de prisonniers poli-

tiques sont — pour certains depuis de longues années — dans les prisons marocaines, le roi Hassan II déclare dans la même interview à Radio France International qu'il n'y a pas un seul détenu.

Le raisonnement est simple : il s'agit de condamnés de droit commun, le secrétaire général de la Confédération démocratique du travail incarcéré depuis la répression des manifestations populaires de Casablanca en juin 1981 figure dans cette « catégorie ». Et il ajoute quand on lui dit que la presse de l'Union socialiste des forces populaires reste interdite : « *Le jour où il n'y aura plus de limites à une démocratie eh bien nous vivrons dans le soviétisme.* »

Quant à la situation internationale, le roi Hassan II déclare qu'il y a avec l'Algérie « *séparation de corps mais pas de divorce* ».

L'HUMANITE

27/12/83

Le général Dlimi se tue dans un accident de voiture

Rabat (A.F.P.). — Le général Ahmed Dlimi, directeur des aides de camp du roi Hassan II, et commandant des troupes marocaines, a trouvé la mort, mardi 25 janvier, dans un accident de la circulation. Cet accident a eu lieu alors que le général Dlimi revenait à Rabat dans sa voiture après avoir rencontré le souverain à Marrakech. La voiture du général Dlimi a heurté de plein fouet un camion venant en sens inverse. Dans un communiqué diffusé par la télévision marocaine, la Maison royale a qualifié la disparition du général Dlimi de « grande perte pour le Maroc ».

Rabat. — La mort du général Dlimi prive l'armée marocaine de son chef au moment où elle paraissait avoir réduit le Front Polisario à la défensive sur l'ensemble des théâtres d'opération du Sahara occidental. Commandant du secteur sud depuis le début de la guerre, en 1975, titre auquel s'ajoutait celui de chef des aides de camp du roi Hassan II, le général Dlimi avait été le véritable architecte du « mur », la fameuse ligne de défense qu'il avait commencé à construire en 1981, à travers le Sahara occidental.

Cette campagne du désert aura vraiment révélé les talents du général Dlimi, qui, auparavant, s'était surtout fait connaître comme le bras droit du général Oufkir. Après l'attentat manqué de Skirat contre le roi Hassan II, en 1971, suivi un an plus tard de l'attaque du Boeing royal, après laquelle, démasqué, le général Oufkir s'était, selon la thèse officielle, suicidé, le roi avait cependant gardé sa confiance au général Dlimi, alors colonel.

Il faut dire que le colonel Dlimi avait rendu un grand service au souverain lors de l'affaire Ben Barka, en octobre 1965. Il s'était, en effet, rendu en France, où il s'était mis, d'une manière spectaculaire, à la disposition de la justice française, devant laquelle il avait comparu, pour répondre des accusations de complicité dans l'assassinat du chef socialiste Mehdi Ben Barka. En fait, le colonel Dlimi accomplissait au vu et au su du monde entier une mission sans gloire destinée à sauver les apparences, puisque le général de Gaulle était bien convaincu de la culpabilité du général Oufkir dans la préparation et l'exécution de l'assassinat de Mehdi Ben Barka. Le général Dlimi avait été acquitté par la justice française en juin 1967.

De cette époque date sans doute la confiance de plus en plus marquée que le souverain accordait au colonel, puis général, Dlimi. Commandant de la zone Sud depuis 1975, seul général de l'armée marocaine, il jouait aussi un rôle important dans le cabinet royal à titre de conseiller militaire

De notre correspondant

du souverain et de chef incontesté de l'armée marocaine tout entière.

Formé dans les écoles militaires françaises, parlant parfaitement notre langue, il savait gré à la France de l'aide accordée à son pays pour l'organisation et l'équipement d'une armée réduite, après sa participation à la guerre israélo-arabe de 1973, à sa plus simple expression.

Le général Dlimi avait alors fait très largement appel à l'aide française, et c'est la France qui a fourni l'essentiel du matériel qui a permis à l'armée marocaine de remporter ses derniers succès sur le Polisario ; 70 % à 80 % de ce matériel vient, en effet, des arsenaux français.

Le général Dlimi appréciait aussi à sa juste mesure l'aide apportée par les deux cent cinquante coopérants militaires français, à l'œuvre au Maroc, avec lesquels il entretenait des relations étroites. Même la décision prise par le roi en décembre 1981 d'accorder aux forces américaines des « facilités » de transit sur les bases marocaines n'entamait pas sérieusement la coopération militaire franco-marocaine, dont le général Dlimi était bien placé pour apprécier la valeur.

Parlant aux journalistes dans une de ses rares apparitions en public après l'attaque contre Guelta-Zemmour en octobre 1981, il avait déclaré : « L'armée marocaine s'est concentrée sur l'essentiel au Sahara.

Le reste ne compte pas, c'est une mer de sable où il ne subsiste plus rien. Croyez-moi, nous sommes engagés dans la dernière phase de la guerre. » Sa mort tragique aura empêché le général Dlimi de vérifier jusqu'au bout le bien-fondé de sa stratégie.

R. D.

[Né en juillet 1931 à Sidi-Kacem (100 kilomètres à l'est de Kenitra), le général Dlimi était passé par l'École militaire de Dar-Beida, à Meknès, d'où il était sorti avec le grade de sous-lieutenant. Après une année d'application à l'École inter-armes de Saint-Maixent (centre-ouest de la France), il avait servi notamment dans le désert du Tafilalet (proche du Sahara) et les montagnes du Rif. Puis il était devenu, en 1964, l'un des principaux collaborateurs du général Oufkir, alors ministre de l'intérieur, avec le titre de directeur général adjoint de la sécurité de l'Etat.

Dans l'affaire de l'enlèvement de Ben Barka, en octobre 1965, le général Dlimi avait été acquitté par la justice française en juin 1967. A son retour au Maroc, le souverain l'avait pris à son cabinet militaire, puis lui avait confié la direction générale de la sûreté nationale en 1970. C'est à la suite du complot avorté de Skhirat (juillet 1971) et la mort du général Oufkir que le général Dlimi s'était vu confier par le roi Hassan II la direction de ses aides de camp, poste qu'il avait cumulé par la suite avec celui de directeur général de la direction des études et documentations (contre-espionnage). Depuis 1975, date à laquelle le Front Polisario lança son offensive pour tenter d'obtenir l'indépendance du Sahara occidental, il occupait le poste de commandant de la zone Sud (Sahara) du royaume.]

LE MONDE
27 JAN. 83

Maroc

Le général Dlimi a été inhumé au cimetière des Martyrs à Rabat

De nos envoyés spéciaux

Rabat. — Quarante-huit heures après l'annonce de la disparition tragique du général Dlimi, le Maroc est encore, ce jeudi 27 janvier, en état de choc. Le roi est, dit-on, profondément affecté. Le général a été enerré mercredi 26 janvier dans l'après-midi, à Rabat. La cérémonie a revêtu un caractère exceptionnel. En effet, elle s'est déroulée dans la grande mosquée de la capitale, en présence du prince héritier Sidi Mohamed, du prince Moulay Abdallah, frère du roi, des membres du gouvernement, de nombreux députés et d'une foule considérable, au milieu d'une intense émotion.

La dépouille du général a été inhumée ensuite au cimetière des Martyrs, situé près de la casbah des Oudayas, où reposent déjà des soldats marocains tués au Sahara, ainsi que des grands chefs nationalistes, comme Allal El-Fassi.

Mercredi soir, les circonstances de l'accident dans lequel a péri le général Dlimi n'étaient encore que partiellement éclaircies. Un camion-citerne aurait heurté de plein fouet

la voiture du général dans une voie traversant la palmeraie de Marrakech et en aurait provoqué l'incendie. Le général aurait été éjecté et écrasé ensuite sous les roues du camion fou. Le chauffeur du général a péri brûlé vif. Un passager qui avait pris place à l'arrière de la voiture a été grièvement blessé. Le conducteur du camion, lequel pourrait être un véhicule volé, se serait enfui. L'accident s'est produit dans la soirée du mardi 25 janvier, vers 20 heures, au moment où le général, de retour du palais royal, regagnait son domicile.

Le communiqué officiel ne donnant aucun détail, l'accident a aussitôt donné lieu à beaucoup de rumeurs et de spéculations, notamment dans les milieux politiques marocains. Selon certaines d'entre elles, le général aurait été victime d'un attentat. Selon d'autres, il aurait été tué il y a quelques jours, et l'accident n'aurait été qu'une mise en scène montée à la veille de la visite du président Mitterrand, dans l'espoir que cette dernière ferait diversion. En fait, aucune de ces spéculations n'a jusqu'ici trouvé un début de confirmation. Au contraire s'oppose à ces rumeurs le fait, par exemple, que, le matin même de sa mort, le général Dlimi avait encore téléphoné à l'Elysée ; d'autre part, des accidents mortels de la circulation causés par des camions sont fréquemment enregistrés au Maroc, et dernièrement un officier supérieur avait trouvé la mort de cette manière sur la route.

PAUL BALTA
et **ROLAND DELCOUR.**

La succession

Rabat (A.P.). — A la suite du décès du général Ahmed Dlimi, le roi Hassan II a nommé le colonel-major Mohamed Cherkaoui, jusqu'ici commandant de la garde royale, au poste de directeur du cabinet des aides de camp du souverain. Le colonel Abdelhaq Kadiri, directeur général de la Sûreté nationale, est nommé à la tête de la Direction générale des études et de la documentation (contre-espionnage). M. Hamid Boukhari, gouverneur, devient directeur général de la Sûreté nationale. Le colonel-major Abdelaziz Bennani a été nommé commandant par intérim de la zone Sud. Toutes ces fonctions étaient assumées conjointement par le général Dlimi.

Le monde
28/1/85

Le poids du Roi

Les socialistes et Hassan II se regardaient avec méfiance. Mais il y a tant d'intérêts communs...

De notre envoyé spécial

Il aura manqué un détail dans le cérémonial soigneusement calculé de la visite de François Mitterrand au Maroc. L'absence, derrière le roi Hassan II, d'un homme massif à l'énigmatique sourire et au regard tendu : le général Ahmed Dlimi, chef des aides de camp du Monarque et commandant de la zone sud, mort le 25 janvier dans un accident d'auto.

Sa biographie officielle dit mal l'importance de ce personnage, qui jouait un double rôle principal dans l'entourage royal. Il dirigeait les troupes qui, au Sahara, endiguent les assauts du Front Polisario. Mais il animait surtout les services secrets, dont l'action, à l'appui d'une diplomatie hardie, se révélait décisive. On mesure alors l'importance de cette perte pour la politique du royaume. Aussi grande que celle, pour le Roi, d'un serviteur zélé, sans appétit de pouvoir sinon de puissance occulte, qui, d'affaires — celle de Ben Barka — en complots — celui où disparut Oufkir — portait sa part des secrets du trône.

Les règles de l'hospitalité interdissent, ici, qu'un deuil puisse assombrir les fastes de la réception offerte à Mitterrand. Initialement prévue à l'automne dernier, puis reportée, eût-elle été moins réussie en d'autres temps ? Malgré les âpres difficultés économiques que traverse son pays, le roi du Maroc, aujourd'hui, peut se flatter de quelques succès qui rendent plus serein son dialogue avec la France. D'abord, cette stabilité intérieure, encore menacée, certes, par les conséquences sociales de la crise, mais qui paraissait inimaginable, voilà dix ans, après deux complots échoués par miracle. Même si l'unité nationale, habilement cimentée par le Roi lors de la reconquête du Sahara occidental, s'effrite un peu, nul ne met en question la monarchie. Surtout pas le leader de l'opposition de gauche, Abderrahim Bouabid, qui, pour s'être montré d'un nationalisme trop intransigent sur la question saharienne — on ne saurait,

ici, être plus patriote que le Roi — aura subi un emprisonnement dont s'indigne beaucoup plus bruyamment, dit-on, le Parti socialiste français que l'Élysée. Elargi par la grâce royale, Bouabid s'entretenait tout récemment avec le Roi des futures élections prévues au printemps. Il y voit, pour son parti, l'occasion de canaliser — ou de calmer ? — le mécontentement au lieu de harceler le régime. Ses amis politiques français ne sont donc pas au bout de leurs surprises.

En diplomatie non plus. Ce monarque qui les invite, ils le tenaient peut-être pour un anachronique potentat. Une série de belles manœuvres diplomatiques le révèle singulièrement influent dans des affaires où la France entend dire son mot. En Afrique, d'abord. Hassan II

Tué dans un accident, le général Ahmed Dlimi (ici, avec Hassan II) détenait bien des secrets.



n'a pas seulement réagi militairement aux attaques, actuellement essouffées, du Polisario. Il a patiemment convaincu les pays modérés du continent de mettre un terme aux initiatives activistes des États révolutionnaires. L'Algérie, bien sûr, mais surtout la Libye, ainsi frustrée, l'été dernier, d'une mainmise qu'elle espérait sur l'Organisation de l'unité africaine.

42 000 Français vivent au Maroc

Le Maroc, en quelque sorte, joue donc sur le réveil de la « majorité silencieuse » des peuples. Au Proche-Orient, aussi, où il conduit, désormais, les démarches du camp arabe et islamique. La semaine dernière, le Roi recevait ici Yasser Arafat, qu'il ne désespère pas d'amener à « une juste paix » avec Israël. En définitive, là aussi soutenu par le monde arabe modéré, Hassan II mène, avec les Palestiniens, cette même tentative de médiation que Mitterrand rêva, mais en vain, d'entreprendre avec Israël.

Leurs vues concordent donc. Tout serait parfait, sauf quelques zones d'ombre. Une méfiance qui subsiste, des deux côtés d'ailleurs. L'attention, parfois trop exclusive, que la France apporte maintenant à l'Algérie fait grincer le ressentiment du Maroc. Les Marocains n'estiment pas que les ambassades franco-algériennes puissent servir utilement leur réconciliation, qu'ils disent souhaitable et même possible, avec un voisin alors trop flatté pour vouloir enterrer rapidement la hache de guerre.

Mais les Français, de leur côté, se demandent encore si le Maroc ne souhaite pas, plutôt que la leur, une alliance plus étroite avec les États-Unis. Depuis le printemps dernier, des accords en ce sens s'échafaudent, qui atténueraient le caractère privilégié de la position française au Maroc. A moins que l'hypothèse de leur conclusion ne serve, ici, à faire monter les enchères d'une relance de la coopération avec Paris.

Elle est nécessaire, et d'ailleurs amorcée. Quarante-deux mille Français vivent au Maroc, dont la France est le principal fournisseur. Elle entend apparemment le rester : discrètement, Paris a consenti l'étalement d'une dette — 2 milliards de Francs d'achats militaires — accumulée ces dernières années. Avant même cette visite, il aura donc fallu que les socialistes français comme la monarchie chérifienne se découvrent. Et se trouvent quelques solides raisons pour maintenir, entre leurs deux pays, ces relations étroites épargnées par les avatars de la politique et même de l'Histoire.

ANDRÉ PAUTARD ■

La mort du général Dlimi

La thèse officielle de l'accident est remise en cause au Maroc

Depuis la mort, le mardi 25 janvier, du général Dlimi, directeur des aides de camp du roi, tué sur la route alors qu'il rentrait à Rabat après un entretien à Marrakech avec le souverain, la façon dont s'est déroulé l'accident suscite à Rabat des interrogations, et un certain scepticisme quant à la version officielle des événements.

De notre correspondant

Rabat. — Une semaine après la mort du général Dlimi, les circonstances exactes de l'accident qui a coûté la vie au commandant de la zone sud n'ont pas encore été éclaircies. Différentes informations recueillies de source sûre s'accordent mal avec la thèse officielle de l'accident dû uniquement à un « camion fou ».

Des témoins ont entendu une première explosion. Ils se sont précipités sur place et ont vu la voiture du général Dlimi brûler, tandis que d'autres explosions se produisaient. En même temps ils ont vu un camion prendre la fuite. Selon d'autres témoignages, le camion roulait tous feux éteints et le chauffeur du général l'aurait vu trop tard. Le général aurait alors bondi hors de sa voiture et c'est alors que le camion l'aurait écrasé. D'après cette seconde série de témoignages, des explosions se seraient produites dans la voiture du général, explosions qui paraissaient provenir de grenades.

Tout de suite après l'accident, qui s'est produit entre 19 h 15 et 19 h 30, le mardi 25 janvier, à environ deux cent mètres de la villa du général Dlimi, située en pleine palmeraie de Marrakech, d'importantes forces de gendarmerie se sont présentées sur place, ont encerclé les lieux et écarté les curieux. Les débris de l'automobile du général ont été immédiatement enlevés.

Le camion n'était pas un camion-citerne, comme on l'avait dit au dé-

but, mais appartenait à une entreprise de Marrakech. Le propriétaire et sa famille ont été arrêtés. Le véhicule aurait pourtant été volé quelques jours avant l'accident. Le chauffeur du camion se serait enfui et aurait été retrouvé.

Des officiers supérieurs arrêtés

D'autre part, les arrestations de plusieurs officiers supérieurs, huit jours avant la mort du général Dlimi, se confirment à Rabat. Pour sa part, le colonel Bouarat, chef des commandos de la garde royale, a été interpellé lundi 24 janvier. A Marrakech, une dizaine d'officiers supérieurs auraient connu le même sort, dont le colonel commandant la gendarmerie. En revanche, des rumeurs faisant état d'arrestations au palais royal de Rabat n'ont reçu aucune confirmation.

Sur le plan officiel, les seuls éléments dont on dispose, outre les brefs communiqués sur la mort du général Dlimi, sont le fait que l'armée n'a pas adressé, comme il est de tradition, de message de condoléances au souverain, et qu'elle a été mise en état d'alerte les mardi 25 et mercredi 26 janvier, le jour et le lendemain de la disparition d'Ahmed Dlimi.

ROLAND DELCOUR.

Maroc

Pour des « raisons intérieures »

Hassan II a demandé le report de la visite à Londres du « comité des sept »

La visite que devait faire à Londres les 7 et 8 février – date gardée jusqu'ici secrète – la délégation du « comité des sept » chargée de présenter aux pays membres du Conseil de sécurité le plan de paix arabe adopté au sommet de Fès, en septembre dernier, a été reportée à la demande du Maroc, « pour des raisons intérieures à ce pays », a annoncé le Foreign Office, mercredi 2 février en fin d'après-midi.

M. M'Hamed Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, arrivé mercredi matin à Londres, a transmis à Mme Thatcher le message du roi Hassan II demandant ce report. « Mme Thatcher a hâte d'accueillir la délégation quelle que soit la date de son arrivée », a déclaré le porte-parole du Foreign Office. La visite, prévue à l'origine fin

novembre ou début décembre, avait été ajournée à trois reprises, la Grande-Bretagne ne voulant pas qu'un représentant de l'O.L.P. figure dans la délégation.

Dans les milieux diplomatiques, on laisse entendre que M. Khaled el Hassan, président de la commission des affaires étrangères du conseil national palestinien, devait représenter l'organisation palestinienne dans la délégation et que le nouveau report ne concernerait plus ce problème mais la récente disparition du général Dlimi. M. Boucetta a refusé d'indiquer les raisons avancées par le souverain.

Notre correspondant à Rabat, Roland Delcour, nous signale, que les circonstances de la mort du général Dlimi contribuent à alimenter les rumeurs au Maroc. Mardi soir, il avait été question que M. Belkziz, ministre de l'information, fasse une déclaration. En outre, mercredi matin, une conférence de presse du ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, était envisagée. Toutefois, ce jeudi matin, les autorités continuaient à observer le silence sur l'affaire.

LE MONDE
4 FEV. 83

● Fin de la grève des étudiants.

– La situation est redevenue normale, mercredi 2 février, à la Faculté des sciences de Rabat, dont les étudiants étaient en grève depuis le 10 janvier dernier, à la suite d'incidents les ayant opposés à des « vigiles » de cet établissement. Les étudiants affirment avoir reçu l'assurance qu'un dialogue sera ouvert avec eux pour examiner leurs revendications. – (A.F.P.)

En Argel se asegura que una nueva tentativa de rebelión se hallaba en ciernes en Rabat

El fallecido general marroquí Dlimi mantenía contactos secretos con Argelia en París sobre la guerra del Sahara

MANUEL OSTOS, Argel

El general Ahmed Dlimi, el más poderoso militar marroquí, fallecido en circunstancias inverosímiles el pasado 25 de enero, se hallaba directamente involucrado en un nuevo intento de rebelión contra el rey Ha-

ssan II, en unión de otros altos oficiales y pudo haber sido ajusticiado al comprobarse, además, que al margen de esos preparativos de golpe militar había sostenido discretos contactos, en París, con una personalidad argelina, en los que se evocó el conflicto del Sahara occide-

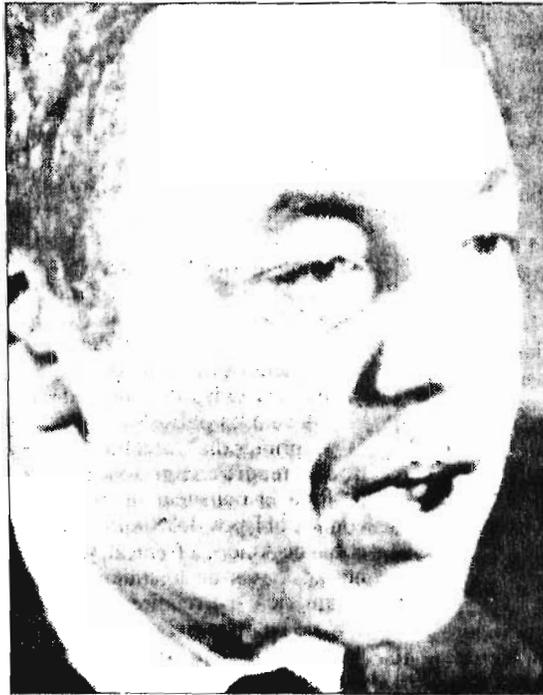
La tesis se ha abierto paso en círculos generalmente bien informados de Argel, en los que se pone de relieve que el fallecido militar se encontraba en abierto conflicto con el monarca alauí. Las fuentes, de absoluta solvencia, consultadas por EL PAÍS han señalado que Dlimi mantuvo en noviembre pasado, en París, una entrevista secreta con el ministro de Relaciones Exteriores de Argelia, Ahmed Taleb Ibrahimí, en el marco de la serie de contactos destinados a normalizar las relaciones argelino-marroquíes. Curiosamente, el interlocutor habitual de la parte marroquí en esos contactos, iniciados en Suiza durante la presencia de Huari Bumedian, el consejero del rey Hassan II Reda Guerida, no participó en la citada entrevista.

Alternativa militar

La decisión de crear una alternativa militar a la monarquía alauí, incluso y cuando se encuentra estabilizado el frente militar en el Sahara occidental, gracias a los esfuerzos del propio Dlimi para dotar al *triángulo útil*, en el que están integradas las localidades de El Aaún y Bu Craa, de un muro de protección, volvió a ser puesta sobre el tapete en el curso de una serie de reuniones celebradas en Rabat a comienzos del año pasado, según las fuentes citadas.

Dlimi contaba además con una serie de datos elaborados por sus servicios de inteligencia, en los que se ponía de relieve que el malestar del cuerpo expedicionario marroquí en el Sahara se había exacerbado por la intensidad del regionalismo y el tribalismo atizado desde esferas próximas al palacio real, con el propósito de perpetuar la división de las fuerzas armadas.

La responsabilidad personal del general marroquí en el asesinato del ministro de Defensa, general Ufkir, —que según la versión oficial se sucedió pocas horas después de descubrirse su participación en un intento de golpe de Estado contra el rey— le había granado, sin embargo, las antipatías de una considerable facción del Ejército. A pesar de ello, el maquillaje del accidente ocurrido el 25 de enero a pocos metros de la residencia privada de Dlimi, en Ma-



Hassan II de Marruecos y su consejero de seguridad y comandante en jefe de las fuerzas marroquíes en el Sahara occidental, general Ahmed Dlimi.

rraquech, habría sido tan ostentoso que el Consejo de Altos Oficiales, reunido en el Ministerio de Defensa tras la muerte del general, se negó a transmitir un pésame al rey Hassan II, como es habitual al fallecer una figura elevada de la jerarquía militar.

Prudencia en Argel

Los medios argelinos han mantenido una gran discreción a propósito de la muerte de Dlimi, tal vez para no dar pie a la hipótesis de un conocimiento de la trama que parece haber desembocado en el accidente de Marraquech. Es muy poco probable que la Prensa gubernamental argelina se haga eco de las informaciones que circulan aquí, para evitar que se considere como una forma de complicidad en derrocar una monarquía, de la que se dice es mejor mantener como interlocutor que optar por un régimen de generales sin ideología definida.

Las luchas de influencia que llevan a cabo franceses y norteamericanos en torno al trono del rey de Marruecos habrían pesado también en la decisión del general Dlimi de hacer del Ejército el verda-

dero interlocutor válido de Occidente, aunque a tal respecto las fuentes de Argel señalan que

los servicios de inteligencia de Estados Unidos habrían prevenido a Hassan II de la eventualidad de una nueva intentona de golpe, tal y como ocurriera en julio de 1971

El Frente Polisario, en cuyos círculos no se oculta que la emergencia de un interlocutor militar en Marruecos es preferible a la permanencia de Hassan II, ha calificado la muerte de Dlimi de *asesinato* destinado a decapitar al Ejército del reino alauí, el cual podría ser favorable, en algunas de sus cúspides, a una solución negociada del conflicto del Sahara oc-

cidental, en la que Marruecos aceptaría concesiones importantes.

Los saharauis parecen haber abandonado toda posibilidad de suscitar un afán conciliador en el coronado marroquí, dedicándose, por el contrario, a buscar un terreno de diálogo, harto difícil de encontrar en esas formas, en una parte de la monarquía militar, reacia a mantenerse empantanados en el Sahara a la cabeza de 120.000 hombres. El fallecimiento trágico de Dlimi puede haber significado también la pérdida de un posible interlocutor, como que tanto Argel como Nuakchot podrían haberse acomodado a reducir la importancia de la presencia norteamericana en Rabat.

El único general del reino

Dlimi fue el único militar marroquí que en los diez últimos años accedió al generalato en un ejército en el cual los generales no abundan desde los dos intentos de golpe de Estado de julio de 1971 y agosto de 1972. Nacido en 1931, hizo su carrera militar en la escuela francesa de Infantería de Saint Maixent.

En 1960 entró en el Departamento de Seguridad Nacional y fue su director desde 1962. En 1965 fue asociado al secuestro y posterior desaparición del líder de la oposición, Medhi Barka. En 1970 fue nombrado director general de Seguridad y en 1980 miembro del Consejo de Regencia.

Au Maroc

ROLAND DELCOUR EST RETENU AU COMMISSARIAT DE RABAT

Notre correspondant à Rabat, Roland Delcour, est retenu au commissariat central de la capitale marocaine depuis la nuit dernière. Il y avait été convoqué une première fois, jeudi 3 février dans l'après-midi, et s'était rendu à cette invitation accompagné par le consul de France. Conformément aux promesses faites au consul, Roland Delcour avait pu quitter le commissariat peu après. La seconde convocation n'a été remise à notre correspondant qu'au milieu de la nuit de jeudi à vendredi. Roland Delcour s'est de nouveau rendu au commissariat accompagné par le consul, mais cette fois-ci les autorités policières n'ont pas tenu leur engagement, et, vendredi 4 février, en fin de matinée, Roland Delcour était toujours retenu.

Notre correspondant serait interrogé essentiellement sur son article publié dans *le Monde* du 2 février et consacré à la mort du général Dlimi.

LE MONDE
5/2/82

Au Maroc

ROLAND DELCOUR ÉTAIT TOUJOURS DÉTENU SAMEDI PAR LA POLICE

Ce samedi 5 février en fin de matinée, notre correspondant au Maroc, Roland Delcour, était toujours détenu au commissariat central de Rabat. En dépit de nos nombreuses démarches, les autorités marocaines refusaient toujours de donner la moindre explication sur cet acte arbitraire. A notre connaissance, les démarches effectuées par le gouvernement français n'ont pas été plus fructueuses : nul ne sait officiellement pourquoi Roland Delcour a été privé de sa liberté. Pire : ni le consul de France à Rabat ni la femme de notre collaborateur n'ont été autorisés à lui rendre visite.

Pendant ce temps, certains officiels marocains n'hésitent pas à lancer une campagne de presse qui vise manifestement Roland Delcour. C'est ainsi que M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat et proche du roi Hassan II, s'en prend dans un éditorial du *Matin du Sahara* à un correspondant dont il ne cite pas le nom qui se serait « spécialisé dans la rédaction d'informations fausses et mensongères, se faisant l'écho de ragots qu'aucun journaliste digne de ce nom ne s'aviserait d'utiliser ». M. Alaoui évite bien sûr de préciser de quelles « informations fausses et mensongères » il s'agit, mais prétend que le but de ce correspondant serait « de nuire au renom du royaume chérifien ».

Nous croyons, quant à nous, que la lettre de cachet dont fait l'objet Roland Delcour nuit infiniment plus au renom du royaume chérifien que la diffusion d'interrogations parfaitement légitimes sur la mort mystérieuse du général Dlimi. - J.A.

LE MONDE
6-7 / 2 / 82

Au Maroc

**ROLAND DELCOUR
EST RETENU
AU COMMISSARIAT
DE RABAT**

Notre correspondant à Rabat, Roland Delcour, est retenu au commissariat central de la capitale marocaine depuis la nuit dernière. Il y avait été convoqué une première fois, jeudi 3 février dans l'après-midi, et s'était rendu à cette invitation accompagné par le consul de France. Conformément aux promesses faites au consul, Roland Delcour avait pu quitter le commissariat peu après. La seconde convocation n'a été remise à notre correspondant qu'au milieu de la nuit de jeudi à vendredi. Roland Delcour s'est de nouveau rendu au commissariat accompagné par le consul, mais cette fois-ci les autorités policières n'ont pas tenu leur engagement, et, vendredi 4 février, en fin de matinée, Roland Delcour était toujours retenu.

Notre correspondant serait interrogé essentiellement sur son article publié dans *le Monde* du 2 février et consacré à la mort du général Dlimi.

LE MONDE
5/2/82

Au Maroc

**ROLAND DELCOUR
ÉTAIT TOUJOURS
DÉTENU SAMEDI
PAR LA POLICE**

Ce samedi 5 février en fin de matinée, notre correspondant au Maroc, Roland Delcour, était toujours détenu au commissariat central de Rabat. En dépit de nos nombreuses démarches, les autorités marocaines refusaient toujours de donner la moindre explication sur cet acte arbitraire. A notre connaissance, les démarches effectuées par le gouvernement français n'ont pas été plus fructueuses : nul ne sait officiellement pourquoi Roland Delcour a été privé de sa liberté. Pire : ni le consul de France à Rabat ni la femme de notre collaborateur n'ont été autorisés à lui rendre visite.

Pendant ce temps, certains officiels marocains n'hésitent pas à lancer une campagne de presse qui vise manifestement Roland Delcour. C'est ainsi que M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat et proche du roi Hassan II, s'en prend dans un éditorial du *Matin du Sahara* à un correspondant dont il ne cite pas le nom qui se serait « spécialisé dans la rédaction d'informations fausses et mensongères, se faisant l'écho de ragots qu'aucun journaliste digne de ce nom ne s'aviserait d'utiliser ». M. Alaoui évite bien sûr de préciser de quelles « informations fausses et mensongères » il s'agit, mais prétend que le but de ce correspondant serait « de nuire au renom du royaume chérifien ».

Nous croyons, quant à nous, que la lettre de cachet dont fait l'objet Roland Delcour nuit infiniment plus au renom du royaume chérifien que la diffusion d'interrogations parfaitement légitimes sur la mort mystérieuse du général Dlimi. — J.A.

LE MONDE
6-7 / 2 / 82

Roland Delcour a été expulsé du Maroc

Après deux jours de détention au commissariat central de Rabat, Roland Delcour a été expulsé dimanche 6 février du Maroc. Les autorités lui reprochaient d'avoir mis en cause dans le Monde du 2 février la version officielle de la mort du général Dlimi et voulaient obtenir de lui qu'il leur livre l'origine de ses sources. La libération de notre collaborateur, samedi 5 février tard dans la soirée, a été obtenue grâce à l'intervention de l'Elysée.

Le prix de l'information

Les pays sont nombreux dans le monde où il n'est pas aisé pour un journaliste de faire son travail. Le Maroc est ce ceux-là, comme le montre la mésaventure arrivée à notre correspondant Roland Delcour.

Il se confirme en effet que si notre collaborateur a été détenu au secret pendant près de deux jours à Rabat, empêché de dormir pendant deux nuits, interrogé pendant plus de quinze heures, c'est parce que les autorités marocaines ne lui pardonnaient pas d'avoir mis en doute dans ces colonnes la version officielle de la mort du général Dlimi.

Roland Delcour n'a pourtant fait que son métier, puisqu'il avait obtenu de sources sûres plusieurs témoignages ne concordant pas avec la thèse d'un banal accident de la circulation. En refusant de donner ses sources aux autorités policières, il a obéi aux règles déontologiques qui sont les nôtres.

A en croire les plus hautes autorités marocaines, Roland Delcour aurait, par ses écrits, porté atteinte à la sécurité du royaume chérifien et au moral des forces armées marocaines. Son expulsion devrait être considérée comme la preuve de l'immense mansuétude du roi Hassan II, qui n'aurait pas voulu ternir les relations franco-marocaines, dans la foulée du voyage de M. Mitterrand, en organisant un procès pour juger notre collaborateur.

Nous n'acceptons pas, bien sûr, cette version des faits et protestons vigoureusement non seulement contre la détention de notre correspondant, mais aussi contre son expulsion ; ces deux actes constituent autant de violations injustifiables de la liberté de la presse.

Quand à la mansuétude du souverain chérifien, elle n'a pu s'exercer que parce qu'un acte arbitraire, dont il était bien évidemment informé, avait été commis. N'oublions pas, enfin, qu'à ce jour aucun démenti digne de ce nom n'a été apporté aux informations de notre correspondant concernant les mystères de la nuit du général Dlimi.

Mais cela, il est vrai, ne doit pas surprendre puisqu'à travers Roland Delcour il s'agissait d'adresser un avertissement à tous ceux qui auraient tendance à se montrer trop curieux.

JACQUES AMALRIC.

LE MONDE
8/2/83.

Maroc

NOUVELLES INTERROGATIONS SUR LA MORT DU GÉNÉRAL DILIMI

Les circonstances de la mort du général Ahmed Dlimi continuent de susciter des interrogations. Ainsi apprend-on de source diplomatique que, le jour de l'accident, le général devait passer la soirée dans sa famille installée à Settat, à 130 kilomètres de Marrakech. C'est là que celle-ci a appris la nouvelle. Un des fils du général s'est alors aussitôt rendu sur place, mais n'a pu voir la dépouille de son père. Ce n'est que peu avant les funérailles à Rabat, le lendemain, qu'un cercueil fermé a été remis à la famille.

Par ailleurs, à Stockholm, M. Ahmed Rami, trente-six ans, ancien aide de camp du défunt général Oufkir, condamné à mort par contumace pour avoir participé à des complots contre Hassan II, a déclaré à la télévision suédoise que le général Dlimi « projetait une action militaire contre le roi ». Ancien lieutenant, ayant acquis la nationalité suédoise après s'être réfugié à Stockholm en 1973, M. Rami a précisé avoir rencontré le général Dlimi « en Suède, il y a deux mois ».

Celui-ci l'aurait informé, à cette occasion, de l'opération projetée pour le mois de juillet, et au terme de laquelle « nous aurions ouvert le procès du roi ». M. Rami a, enfin, assuré que le général Dlimi avait été « éliminé » après que le souverain eut découvert qu'il appartenait à un groupe d'officiers libres intitulé « Mouvement du 16 août », date du mitraillage du Bœing royal en 1972.

Bien que les déclarations de cet ancien militaire doivent être recueillies avec prudence, il n'en demeure pas moins qu'on vient d'apprendre de bonne source que des officiers de la base aérienne de Rabat-Salé ont été arrêtés la semaine dernière.

LE MONDE
8/2/83

Maroc

Selon le quotidien espagnol
« El País »

LE GÉNÉRAL DILIMI PRÉPARAIT UN COUP D'ÉTAT

Madrid (A.F.P.). — Le général Ahmed Dlimi, mort le 25 janvier, préparait un coup d'Etat contre le roi Hassan II, a affirmé, lundi 7 février, le quotidien madrilène *El País*, dans un article de son correspondant à Alger. Citant des sources « absolument dignes de foi », il assure que le général s'était associé à un plan destiné à remplacer la monarchie par un régime militaire, et que le roi Hassan II avait été prévenu de ce qui se tramait par les services secrets américains.

Le général Dlimi aurait commencé à préparer ce coup d'Etat au début de l'année 1982 en raison du malaise existant au sein de l'armée, et notamment des forces combattant au Sahara, ajoute le quotidien. Il indique également que le général Dlimi avait eu un entretien secret — auquel ne participait pas le conseiller du roi, M. Reda Guedira — avec le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, en novembre dernier à Paris, dans le cadre des contacts destinés à normaliser les relations entre les deux pays. *El País* affirme que certains officiers marocains seraient favorables à une solution négociée sur le Sahara occidental, où sont immobilisés cent vingt mille hommes sur les quelque deux cent mille que compte l'armée.

..

Parlant lundi 7 février devant la presse diplomatique française de la détention à Rabat, pendant deux jours, de notre correspondant Roland Delcour, et de son expulsion, M. Cheysson a déclaré :

« Nous sommes intervenus, dès la première minute, pour faire connaître notre éthique, notre conception du rôle de journaliste — celui-ci peut écrire ce qu'il croit être vrai — et pour souligner qu'un journaliste n'a pas à justifier ses sources et ne peut en aucun cas, si c'est un vrai journaliste, et Roland Delcour a été digne de la profession, donner le moindre renseignement sur la manière dont il a été informé. Je suis heureux que les Marocains aient fini par entendre ce langage. »

Soulignant que des Marocains eux-mêmes étaient intervenus dans ce sens, M. Cheysson a déploré qu'un pays « aussi proche de la France, et où certaines règles démocratiques, comme le pluralisme des partis, sont observées », ait eu une telle attitude à l'égard de notre correspondant.

LE MONDE
9/2/83

POURQUOI...

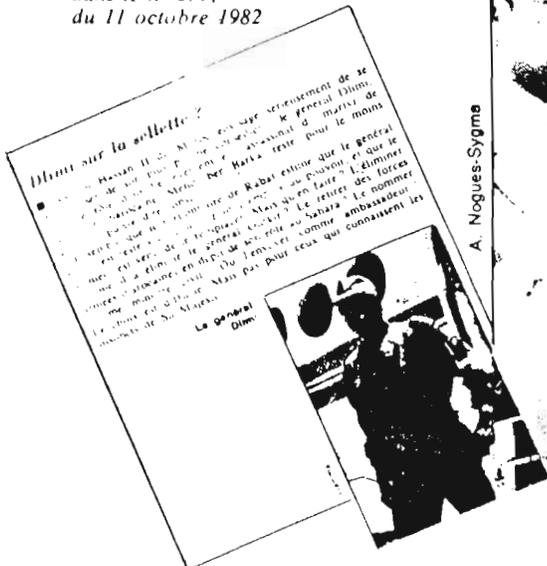
ET COMMENT HASSAN II

Lors du sommet arabe de Fès
(septembre 1982)
Dlimi baise la main qui va
contresigner son arrêt de mort

« Afrique-Asie » avait prévu
l'assassinat de Sadate
quelques jours avant l'attentat
du 6 octobre 1981 ;
celui d'Ahmed Dlimi,
trois mois avant.
C'était dans l'exclusif paru
dans le n° 279,
du 11 octobre 1982



A. Nogues-Syrgma



A FAIT ASSASSINER DLIMI

UNE ENQUETE DE SIMON MALLEY

● « Pas question de faire confiance à l'équipe Mitterrand », déclare le roi après mai 1981 ●
« La gauche française va privilégier l'Algérie par rapport au Maroc » ● « Les Américains
eux, sont prêts à nous aider » ● Dlimi : « Notre armée, formée à l'école française, risque de
connaître un grand malaise » ● Le sort de Dlimi, « l'homme des Français », est désormais
scellé ● La C.I.A. charge Hassan II de l'exécution ● Mais il n'est pas facile d'atteindre le
méfiant patron des services secrets marocains ● Seul l'« accident de voiture »... ● Avec
deux camions ● Une voiture-radio ● Des grenades... et des kamikazes ● Qui ont disparu

Commandant en chef de la zone sud (Sahara) du Maroc, proche conseiller du roi Hassan, patron des services secrets marocains, ancien adjoint du général Oufkir, directement impliqué dans l'assassinat de Mehdi ben Barka, le général Ahmed Dlimi est mort dans la nuit du 25 janvier, victime, à la périphérie de Marrakech, d'un prétendu « accident de la route » dont les circonstances n'ont convaincu personne. Au Maroc, où tout le monde est convaincu que le général a été victime d'un attentat, dans toutes les chancelleries où rares sont ceux qui épousent la thèse montée de toutes pièces par le Palais royal, on soupçonne ouvertement la main du roi Hassan II. Simon Malley a mené une enquête minutieuse à ce sujet. De Washington, Paris, Rabat, Madrid, des sources d'information particulièrement fiables ont permis d'établir sans conteste qu'avec la complicité, sinon à l'instigation, des services secrets américains, le monarque marocain a exécuté son « fidèle compagnon ». Toutes les couches de l'armée, une fois de plus frappée, sont gagnées par un profond malaise qui pourrait l'amener à agir. Cela est si vrai que Hassan, pour qui la présidence du « Comité des sept » est de la plus haute importance, et pour lui et pour ses amis américains, a dû renoncer au voyage qu'il devait faire à Londres en ce début de février.

● Aucun doute n'est plus possible : le général Dlimi a bel et bien été assassiné à Marrakech. Assassiné sur ordre explicite du roi Hassan II du Maroc, comme il avait fait assassiner avant lui le grand martyr de la nation marocaine, Mehdi ben Barka, puis le général Oufkir, prédécesseur de... Dlimi.

Que s'est-il passé cette fois-ci ? Comment cet officier supérieur de l'armée marocaine, l'homme que l'on disait le plus proche confident du monarque saharien, celui qui avait confié à son lieutenant guinéen de Rabat, celui à qui il confiait les tâches les plus délicates, les missions

sions les plus ardues, a-t-il pu perdre la confiance de son maître jusqu'à amener ce dernier à mettre *personnellement* au point tous les détails techniques de l'« accident de la route » qui lui a coûté la vie ?

Tout a commencé au moment où la gauche française est arrivée au pouvoir, en mai 1981. Convaincu que le nouveau gouvernement français n'allait pas être « tendre » à son égard, qu'il allait privilégier l'Algérie par rapport au Maroc, que ses problèmes au Sahara risquaient de s'aggraver, du fait de la position officielle du P.S. français à l'égard des mouvements de libération, parmi lesquels le Polisario, le roi Hassan décide de se tourner plus directement vers Washington qui lui dépêche un certain « colonel Attwood » pour renforcer sa sécurité personnelle et celle de son régime. « *Pas question*, dit-il à son proche entourage — dont le général Dlimi — *de faire confiance à l'équipe de Mitterrand, quelles que soient les tentatives qu'il fasse pour se rapprocher de nous, car elle choisira toujours Alger au détriment de Rabat ou de Tunis. Il nous faut en prendre acte et soit l'obliger à changer de position, soit procéder à une rupture graduelle. Selon les assurances formelles que j'ai reçues de nos amis de Washington, ils sont prêts à se substituer à la France, dont le gouvernement leur déplaît profondément...* »

Casey au roi : « Méfiez-vous »

Ahmed Dlimi écoute. Il ne semble pas particulièrement satisfait, même s'il ne s'y oppose pas directement. Il se contente en effet de dire au souverain marocain qu'il ne sera pas facile de procéder à un tel virage compte tenu de la dépendance du Maroc par rapport à la France dans plusieurs domaines — politique, économique, culturel et surtout militaire —, en tout cas pas aussi rapidement que ne le souhaite Hassan II : « *Et puis, aurait-il ajouté en substance, notre armée est formée pour l'essentiel à l'école militaire française et le risque de malaise au sein des officiers, notamment supérieurs, est grand...* » — C'est votre travail, aurait répondu sèchement le roi. *Débrouillez-vous !...* »

Les mois passent et la pénétration américaine s'intensifie. Mais c'est surtout les entretiens du roi Hassan à Washington et les décisions qu'il a prises avec le président Reagan, le secrétaire d'Etat George Shultz, le secrétaire au Pentagone, Caspar Weinberger, le responsable du Conseil national de sécurité, William Clark, et le directeur de la C.I.A. William Casey, qui troublent profondément le général Dlimi, qui n'est tenu au courant ni par son souverain, ni par ses collaborateurs, de

l'étendue des relations qu'il a décidé d'établir avec l'administration américaine.

Les rapports entre Dlimi et l'ambassadeur américain Joseph Verner Reed Jr se tendent. Ce dernier accuse d'une manière à peine voilée l'officier supérieur marocain d'être tantôt profrançais, tantôt antiaméricain. Les services spéciaux américains, eux, informent directement le roi qu'il ait à se « méfier » de son proche collaborateur. Et lorsque, devant Hassan II, le général Dlimi accuse le gouvernement américain de n'avoir pas « respecté » tous ses engagements de soutien militaire au Maroc et de vouloir lui imposer une alliance politico-militaire en utilisant ses bases, ses ports, ses aéroports pour ses forces de déploiement sans véritable contrepartie — qui pourrait aider le pays à surmonter sa grave crise économique et sociale et lui assurer une supériorité militaire face au Polisario et au « danger militaire » éventuel que constituerait l'Algérie —, le roi se fâche, mis en alerte par les soins de la C.I.A. et de son chef, William Casey, qui a déjà signé la sentence de mort de Dlimi et décidé de le faire exécuter par Hassan. Que se passe-t-il avec Dlimi, s'inquiète le roi ? Va-t-il suivre l'exemple d'Oufkir ? Va-t-il préparer un coup d'Etat militaire avec les centaines d'officiers supérieurs qui lui sont fidèles depuis qu'il a pris le commandement des forces armées au Sahara ? Aurait-il, par hasard, des contacts « secrets » avec les Français, surtout les anciens officiers supérieurs du S.D.E.C.E., l'actuel D.G.S.E. ? Autant de questions qui assaillent le roi et qui marquent, en octobre 1982, le début de la « crise Dlimi », et l'amorce du plan visant à éliminer du pouvoir.

Comment ? Le nommer membre du gouvernement royal ? L'envoyer comme ambassadeur dans un poste lointain ? Le décharger de ses responsabilités en

lui accordant de nouvelles fonctions qui n'aient rien à voir ni avec les services secrets ni avec l'armée ? Peut-être, mais quelle serait la réaction de l'armée, notamment celle de certains officiers supérieurs qui ne sont satisfaits ni de l'impasse dans laquelle se trouve l'affaire du Polisario ni de ce virage proaméricain qui les inquiète d'autant plus qu'ils savent qu'il est fortement influencé par le roi Fahd et les ryals saoudiens.

Se méfiant pratiquement de tout le monde, convaincu que le sommet de Fès, la libération de certains dirigeants de l'opposition « légale », le nouveau rôle qu'il assume dans l'affaire palestinienne ont renforcé son prestige et affaibli ses opposants, Hassan II décide alors que seule l'élimination physique du général Dlimi lui assurera la tranquillité d'esprit et lui permettra de poursuivre sa collusion totale avec les Américains. En outre, des « rumeurs » — soigneusement téléguidées par le chef de la station de la C.I.A. à Rabat — lui laissent entendre que le gouvernement algérien placerait « certains » espoirs dans le général Dlimi. Après tout, ce dernier n'avait-il pas été l'émissaire marocain envoyé pour des entretiens qui, à l'époque du président Boumediène, s'étaient déroulés, notamment en Suisse, avec l'actuel chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Taleb Ibrahim ? Ne serait-il pas possible, murmurent les agents américains, que ce dernier ait pu réussir à influencer favorablement ou à séduire l'émissaire marocain ? De plus, certains contacts discrets entre ce dernier et l'entourage du président François Mitterrand n'auraient-ils pas ouvert des perspectives nouvelles à l'armée marocaine contre la monarchie despotique ?

Dans les services secrets français, certains milieux qui sont encore en place et qui doivent beaucoup à Dlimi l'avertissent, en octobre dernier, au cours d'un discret voyage du général à Paris,



Mohamed Oufkir
et Ahmed Dlimi
au Palais royal (1966)

Exécutants-exécuteurs-
exécutés

de la volonté du roi de le liquider. Car Hassan II a pris sa décision : Dlimi doit disparaître. Mais il ne peut pas échapper de toutes pièces un « complot » crédible aux yeux de l'opinion — surtout de l'armée. Ce sera donc l'« accident », l'avion ou de voiture. A deux reprises, l'appareil de Dlimi échappe à un sabotage. L'un en novembre dernier, lorsque le service de sécurité personnel du général découvre dans la soute une charge d'explosif avec une minuterie ; le second cinq semaines plus tard, lorsque son avion est obligé d'atterrir en catastrophe, le pilote ayant découvert

Bouabid et l'assassinat de Dlimi

Le dirigeant de l'U.S.F.P. tombera-t-il, une fois de plus, dans le piège que lui a minutieusement préparé le roi Hassan II du Maroc ? Telle est la question que se posent les milieux diplomatiques à Rabat, qui rappellent que chaque fois que le despote a des problèmes avec ses forces militaires, il se tourne vers l'« opposition » légale marocaine — et notamment l'U.S.F.P., que dirige M^r Abderrahman Bouabid — afin d'entretenir une prétendue image de marque démocratique et se consolider par rapport à l'armée, qui n'a pas encore oublié l'humiliation qu'elle a subie après Skhirat, le roi ayant arrêté et exécuté des centaines d'officiers impliqués dans le complot d'Oufkir. En revanche, fait-on remarquer à Rabat, chaque fois que ses rapports avec l'armée s'améliorent, le roi se tourne contre ses « opposants légaux » et les réprime féroce. C'est ce qui s'est passé après le sommet de l'O.U.A. à Nairobi, lorsque son accord pour une prétendue autodétermination au Sahara avait abouti à l'arrestation de M^r Bouabid et de certains de ses compagnons qui s'étaient permis de le critiquer. Et maintenant ? Préparant de longue date l'assassinat de Dlimi, le roi se rapproche de Bouabid, le libère, le reçoit officiellement au Palais et ne s'oppose pas à sa rencontre à Rabat avec le président François Mitterrand, tout en laissant entendre qu'il envisage de faire participer l'U.S.F.P. au prochain gouvernement. Ainsi, éliminant l'homme qu'il suspecte de « jouer » avec Paris, le général Dlimi, dans le même temps, il met en avant le politicien véreux qui, parce qu'il se réclame du socialisme, doit normalement plaire au gouvernement et au P.S. français. Et cela dans l'espoir que M^r Bouabid accomplira la sale besogne. La fera-t-il ?

une « défaillance » du système de navigation aérienne qui aurait immanquablement abouti à l'écrasement de l'appareil. Dlimi, qui croit à une action du Polisario, n'en souffle mot au souverain mais renforce sa garde personnelle. Au début du mois de janvier, on affirme qu'elle compte plus de cinq cents personnes employées à plein temps...

En vain. C'est finalement l'accident de la route, minutieusement mis au point par le roi lui-même avec la collaboration de ses propres services de sécurité et dont seul son inconditionnel de toujours, le général Moulay Hafed (1), est au courant, qui finira par tuer le général Dlimi.

Mais il n'était pas non plus si facile de faire sauter sa voiture. Une charge explosive placée à bord du véhicule et télécommandée ? La voiture de Dlimi était constamment surveillée et, avant chaque trajet, son propre service de sécurité, qui est sur la brèche vingt-quatre heures sur vingt-quatre, s'assurait qu'elle n'était pas piégée. Une bombe sur son passage ? Le trajet n'était connu de personne d'autre que Dlimi, qui pouvait changer d'itinéraire au dernier moment. Aussi le dispositif mis au point dut-il comporter les éléments suivants : une voiture radio suivant de loin celle du général et indiquant l'heure de départ, le trajet et les éventuels change-

(1) L'homme des missions les plus secrètes et les plus délicates. C'est lui qui, entre autres, aurait assisté à l'exécution, par le roi lui-même, du général Oufkir au Palais royal, à la suite de l'échec de l'attentat organisé par ce dernier dans l'avion royal qui ramenait Hassan de France. Un complot téléguidé par le C.I.A. qui, cette fois, collabore avec le roi pour liquider Dlimi. En octobre dernier, c'est Moulay Hafed qui avait personnellement veillé sur l'organisation du voyage du roi à Washington.

DLIMI ET SA MORT

Le général Dlimi a-t-il été assassiné le 25 janvier ? Et si oui, pourquoi ? Les circonstances de l'accident qui a coûté la vie au commandant de la zone sud, également chef du cabinet militaire du roi et patron du service des renseignements, apparaissent de plus en plus suspectes. C'est en pleine palmeraie de Marrakech que l'accident — ou l'attentat — a eu lieu.

Selon la version officielle, crédible il est vrai, un camion fou aurait écrasé la voiture du général. Mais des témoins affirment avoir entendu une série d'explosions — des grenades ? — provenant du véhicule.

Plus troublant encore : la mort de Dlimi est survenue quelques jours à peine après une purge dans l'armée. A Marrakech, une quinzaine d'officiers supérieurs ont été interpellés (dont le colonel com-

mandant la gendarmerie), ainsi que deux ou trois autres à Rabat. Et, le 24 janvier, le chef des commandos de la garde royale a été arrêté. Le jour même de la disparition de Dlimi, l'armée a été mise en état d'alerte et, contrairement aux usages, n'a pas adressé de condoléances au roi. En outre, la presse, tout entière aux ordres du pouvoir, a été d'une discrétion presque totale.

Il semble donc certain qu'il y avait un mouvement de rébellion dans l'armée. Reste à savoir combien d'hommes ont trempé dans un complot dont on ignore pour l'instant les ramifications — et qui ils sont.

Quant à Dlimi, s'il a été tué, l'a-t-il été par des factieux inconnus pour se venger du « nettoyage » auquel il aurait lui-même procédé ? Ou bien, imitant en cela son maître puis rival Oufkir, était-il lui-même « mouillé » dans ce putsch manqué, avant d'être liquidé ? Le plus extraordinaire, dans tout cela, étant quand même le calme dont Hassan II ne s'est pas départi tout au long de la visite de Mitterrand.

« la communauté diplomatique étrangère à Rabat n'a aucun doute sur le fait que c'est le roi Hassan II qui a fait assassiner de sang-froid son principal conseiller, le général Ahmed Dlimi, qu'il accusait de gêner sa politique, et risquait de constituer une force rivale de son pouvoir dans les douze prochains mois... »

SIMON MALLEY

Maroc

ANCIEN LIEUTENANT DE L'ARMÉE MAROCAINE EN EXIL EN SUÈDE

M. Ahmed Rami assure que le général Dlimi « projetait une action contre le roi »

M. Ahmed Rami, ancien lieutenant de l'armée marocaine et aide de camp du général Oufkir, condamné à mort par contumace pour avoir participé à des complots contre le roi Hassan II, a déclaré à deux reprises en ce mois de février, à la télévision suédoise, que le général Dlimi « projetait une action militaire contre le roi ». M. Rami assure que le géné-

ral Dlimi a été « éliminé », le souverain ayant découvert qu'il appartenait à un groupe d'« officiers libres » se donnant pour nom « Mouvement du 16 août » en souvenir de l'attaque du 16 août 1972 contre le Boeing royal. Notre collaborateur Roland Delcour a rencontré M. Rami, dont il a recueilli le témoignage.

Ahmed Rami, né en 1946, se présente comme un « officier marocain vivant en exil ». Il a quitté son pays en août 1973, un an après l'attaque du Boeing royal (16 août 1972). Il affirme avoir participé non seulement à cet attentat, mais aussi à l'attaque du palais royal de Skhirrat, le 10 juillet 1971. Dans les deux affaires, il aurait dirigé une unité de blindés E.B.R. (engins blindés de reconnaissance) au camp Moulay-Ismaïl, à Rabat. Dans les deux cas, il aurait été du complot, mais il n'aurait pas participé directement à l'action, attendant au camp que les chefs de l'opération de Skhirrat en 1971, puis le général Oufkir en 1972 lui fassent signe.

Ahmed Rami dit être un jeune « officier libre » dont l'idéologie se rapproche de celle de Nasser, fondée sur les trois principes de liberté, de socialisme et d'unité arabe. « Nous étions tous, mes camarades et moi, affirme-t-il, des nassériens. »

Quels camarades ? Le lieutenant Rami déclare avoir été membre d'un

groupe de vingt-huit jeunes officiers qui, pour indiscipline, furent transférés de l'école militaire de Meknès (Dar-el-Beida) à la prison de Kénitra, puis à l'école de sous-officiers d'Ahermoumou, d'où devaient partir les conjurés de Skhirrat. Selon lui, les vingt-huit officiers auraient fourni le noyau des tentatives de Skhirrat et du Boeing, mais n'auraient pas tous été capturés à la suite du double échec. Le lieutenant Rami lui-même a dû se réfugier en Suède, où il vit depuis 1973. Ayant obtenu une bourse du gouvernement suédois pour écrire une thèse sur Nasser, il a animé, au cours des dernières années, de nombreuses réunions en Suède et bénéficie depuis son arrivée dans le pays de la protection constante de la police.

Le lieutenant Rami a apporté un premier témoignage à la télévision suédoise après l'annonce de la mort du général Dlimi (25 janvier). Il a assuré avoir été en relations constantes avec le général Dlimi qu'il rencontrait deux à trois fois par an, soit à Paris soit à Stockholm. De bonne source à Paris, on confirme que le général Dlimi entretenait des relations avec l'opposition marocaine en exil. Les deux dernières rencontres auraient eu lieu en juillet 1982 à Paris et en décembre de la même année à Stockholm. A cette occasion, le général Dlimi, dont la présence à Stockholm n'a pas été confirmée, aurait confié à son interlocuteur que le roi Hassan II avait commencé à le soupçonner de trahison environ trois semaines plus tôt.

En raison du danger qui le menaçait, le général Dlimi aurait demandé au lieutenant Rami, qui dit lui avoir servi d'agent de liaison avec les jeunes « officiers libres », de hâter les choses et l'aurait averti qu'une nouvelle tentative de coup d'Etat serait organisée avant le 23 juillet, d'importantes mutations étant prévues à partir d'août à la tête de l'armée marocaine. Le général Dlimi lui aurait même demandé de « contacter les Libyens » et le colonel Kadhafi aurait été mis en garde contre toute reconnaissance, sinon du Polisario en tant que mouvement de libération, du moins de la R.A.S.D., de manière à ne pas s'aliéner l'armée marocaine. Toujours selon le lieutenant Rami, les services américains auraient présenté au roi Hassan II un dossier pour dénoncer le général Dlimi, et deux Américains auraient même assisté à la dernière entrevue du général, le 25 janvier, avec Hassan II.

C'est un fait que le chef des aides de camp du roi et commandant de la zone sud avait été convoqué à Marrakech par le roi Hassan II, qui

l'avait reçu dans son palais mardi après-midi. Selon la thèse du lieutenant Rami, le général Dlimi n'aurait pas trouvé la mort au retour de cette entrevue dans l'accident survenu dans la palmeraie de Marrakech à quelques centaines de mètres de sa villa, mais au palais royal même, et son corps aurait été placé dans sa voiture que l'on devait ensuite faire exploser pour faire croire à un accident.

Dernier témoignage du lieutenant Rami : les arrestations d'officiers supérieurs, qui ont eu lieu une dizaine de jours avant l'annonce de la mort du général Dlimi et se sont prolongées ensuite — le nombre des officiers arrêtés atteindrait vingt-cinq — auraient surtout affecté les fidèles du général Dlimi ou des membres de son clan. Cependant, la mort du général serait un « coup terrible » pour les jeunes opposants de l'armée marocaine.

ROLAND DELCOUR.

OU EST LE SURVIVANT DE L'« ACCIDENT » DU 25 JANVIER ?

Quand la voiture du général Dlimi explose puis s'embrase dans des conditions encore mal éclaircies, sur une petite route de la palmeraie de Marrakech, le 25 janvier au soir, deux passagers se trouvent à bord du véhicule, outre le chauffeur. Le général est assis à l'avant et son ami, M. Lahrizi, directeur d'une agence de voyages, à l'arrière.

M. Lahrizi, éjecté comme le général, n'est pas écrasé par un camion. Il est seulement blessé. Ses déclarations apparaissent contradictoires.

Dans une première version, il admet qu'il y a eu une série d'explosions et affirme que le général Dlimi a bien été écrasé par un camion surgit de la nuit. Mais selon une autre version qu'on lui attribue et qu'on répand à Rabat, ce serait sa propre voiture, conduite par son chauffeur et suivant celle du général, qui aurait écrasé le commandant de la zone sud, à la suite d'une embardée consécutive à l'explosion de la voiture du général. Comment M. Lahrizi a-t-il — dans ce cas — pu soutenir d'abord qu'un camion fou avait tué le général Dlimi ?

Où est M. Lahrizi ? Aux dernières nouvelles, il se serait rendu à La Mecque en pèlerinage — R. D.

Le monde du

24/02/83

L'homme de l'ombre

LES hommes de sa race passent pour ombrageux, austères et sévères. A ces traits de caractère communs chez les paysans de Sidi Kacem, Ahmed Dlimi joignait certainement le sens du secret et l'art de se faire craindre. Qu'il ait reçu ces dons au berceau ou qu'il les ait acquis au cours d'une carrière plus policière encore que militaire, peu de Marocains ont eu le privilège de le savoir. Dlimi, avare de confidences, n'a jamais eu beaucoup d'amis.

D'Oufkir, auquel il fut longtemps associé, il avait sans doute hérité cette puissance qu'il exerçait d'une façon occulte, mais ni le magnétisme ni le charme. Sa prestance physique était de nature à attirer, mais son comportement glaçait l'interlocuteur. Pour ceux qui ont eu l'occasion de l'approcher, Dlimi représentait le type même de l'homme qui sait ne jamais se livrer. Pour la grande masse de ses compatriotes, il était l'homme de confiance du roi, un des piliers du régime, connu plus que populaire, redouté plus que respecté.

Homme de l'ombre, Dlimi a pourtant joué admirablement les stars chaque fois qu'il lui a fallu apparaître sous les projecteurs les plus crus de l'actualité marocaine ou internationale. La première fois, dans la cour du palais de justice de Paris, en octobre 1966, quand, en plein procès Ben Barka, où il figurait avec Oufkir comme un des principaux accusés, il a fait une arrivée spectaculaire pour « laver l'honneur de son pays et le sien ». De fait, après huit mois de prison et une reprise du procès, alors que personne ne doutait qu'il se trouvât au côté d'Oufkir à Fontenay-le-Vicomte au moment de l'assassinat présumé du leader de l'opposition marocaine, Dlimi était acquitté par la cour d'assises, le 6 juin 1967.

Après la tuerie de Skhirat (juillet 1971), Dlimi hérita de la charge de commandant des aides de camp royaux, qui avait été celle du général Medbouh, éliminé en pleine action par un de ses complices putschistes, le colonel Ababou. Mais c'est en août de l'année suivante, après le mitraillage du Boeing royal et la fin d'Oufkir que Dlimi devait prendre définitivement son envol, après avoir été un des protagonistes de l'exécution-suicide de celui qui avait été pendant des années son patron (avec un seul autre témoin, le général Moulay Halid Alaoui, ministre de la Maison royale).

Depuis quelques années, en tenue de combat ou en uniforme de gala, en militaire étoilé ou en civil tiré à quatre épingles, Dlimi ne quittait plus le roi dont il assurait la sécurité personnelle. Il ne quittait les palais d'Hassan II à Rabat, Ifrane, Fez ou Marrakech que pour de rapides missions au Sahara où il conduisait les opérations militaires ou pour véhiculer les messages les plus confidentiels de son souverain dans les capitales étrangères.

L'armée décapitée par les complots successifs et Oufkir emporté par son propre destin, il est vrai qu'il ne restait plus au roi beaucoup d'hommes à qui confier les tâches, militaires ou autres, les plus délicates. Dlimi était homme à répondre à cette double exigence royale, de compétence et de fidélité inconditionnelle. Ce fut aussi pour lui l'occasion de modifier à son avantage son image personnelle, restée trop longtemps exclusivement policière. Avec la construction du fameux « mur » protecteur qui court à travers le désert du Sahara, de Smara à El-Ayoum, il était devenu une des figures de proue militaires de cette aventure qui, malgré les controverses, n'en reste pas moins populaire dans le cœur de bien des Marocains.

Jean-Louis Arnaud

La mort du général DLIMI

Commandant 120 mille soldats cantonnés au Sahara, chef des aides de camp du Roi, patron des services secrets et émissaire très spécial pour certaines missions délicates, cela faisait beaucoup de responsabilités, peut-être trop, pour feu le général Ahmed Dlimi, disparu 48 heures avant l'arrivée de François Mitterrand au Maroc. La mort, à cinquante-deux ans, de cet homme dont la carrière et la fin rappellent celle d'un autre général, ne sera peut-être jamais entièrement éclaircie, mais pèse déjà sur l'avenir du royaume.



DLIMI - une disparition controversée.

Relayant les rumeurs de la rue marocaine, les informations du journal « *Le Monde* » et du quotidien madrilène « *El País* » jettent un nouvel éclairage sur la réalité marocaine. La rencontre entre le roi Hassan II et le Premier secrétaire de l'USFP, Me Bouabid, les multiples interviews de ce dernier, les rumeurs persistantes sur la libération de certains prisonniers politiques, l'annonce de la naissance de nouveaux partis politiques — l'un à l'initiative du Premier Ministre, et l'autre dans la mouvance de l'hebdomadaire « *Anaoual* » — et la proximité des élections locales et législatives, autant d'éléments qui faisaient croire, et écrire, à bon nombre de gens que le Maroc et ait reparti, deux ans après le 20 juin de Casablanca, pour un de ces fameux rounds « *démocratiques* » dont il a le secret. Avec la disparition violente du général Dlimi, le pays semble plutôt pencher vers une prolongation de l'actuelle situation bloquée. La mort de l'unique général de l'armée marocaine sonne aussi comme un révélateur des mouvements profonds qui agitent une armée marocaine qu'on croyait définitivement domestiquée.

K.B.

SANS FRONTIÈRE
MARS 1983

MAROC

Décès du général Dlimi

Comme nous l'annoncions brièvement dans notre précédent numéro, le général Ahmed Dlimi a trouvé, le 25 janvier, la mort dans un accident de la circulation dans la région de Marrakech. Il était l'un des chefs incontestés de l'armée et l'un des principaux conseillers du roi Hassan II dans le domaine militaire. Le général Dlimi avait mené ces dernières années une lutte sans merci contre le front Polisario dont il avait réussi à stopper les incursions au Sahara occidental, grâce à la construction d'un mur de pierres et de sable partant de l'Ouarziz à Boujdour en passant par Smara.



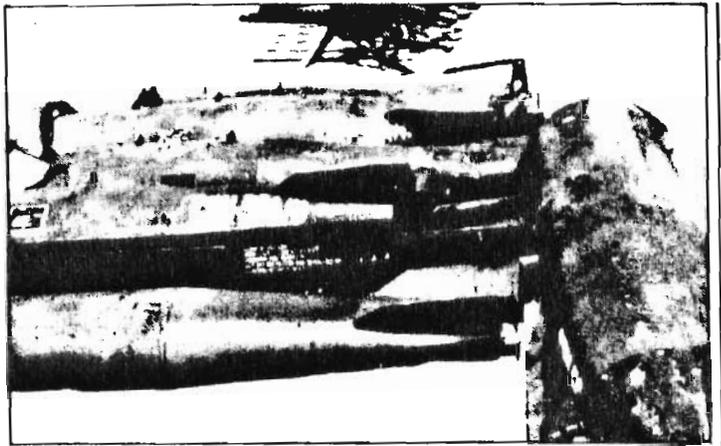
General Dlimi

Impliqué dans l'affaire Ben Barka pour s'être trouvé fortuitement en France à l'époque de la disparition du leader progressiste, en octobre 1965, le général Dlimi se présenta volontairement devant la justice française qui devait l'acquitter en juin 1967. A son retour au Maroc, le souverain le prit à son cabinet militaire puis lui confia la direction générale de la sûreté nationale en 1970. C'est à la suite du complot avorté de Skhirat, en juillet 1971, que le général Dlimi se vit confier par le roi Hassan II la direction de ses aides de camp, poste qu'il devait par la suite cumuler avec celui de directeur général de la direction des études et de documentation (contre-espionnage) et de commandant de la zone sud (Sahara) du royaume.

• Le colonel major Mohamed Cherkaoui, commandant de la garde royale, a été nommé directeur des aides du camp du roi en remplacement du général Ahmed Dlimi. Le souverain a en outre nommé le directeur général de la sûreté nationale, le colonel Abdelhaq Kadiri, directeur de la direction des études et de la documentation (contre-espionnage). Le colonel Kadiri a été remplacé à la tête de la sûreté nationale par le gouverneur de la province d'Oujda, M. Hamid Boukhari. Le souverain a d'autre part nommé le colonel-major Abdelaziz Bennani, officier supérieur à l'état-major des forces armées, comme commandant par intérim de la zone sud (Sahara).

Le général Ahmed Dlimi occupait les fonctions de directeur des aides du camp du roi, de directeur général du contre-espionnage et de commandant de la zone sud.

• La force aérienne royale a commandé aux USA, pour 2,5 millions de dollars, 252 bombes modulaires CBU-58 et des bombes CBU-71.



Enveloppes de bombes modulaires CBU-58 (USA) marocaines, récupérées par le front Polisario au Sahara occidental

• Des sources autorisées ont démenti les informations selon lesquelles la marine royale aurait bombardé la base mauritanienne de la Guera, le 15 janvier.

La marine a, en fait, tiré, en riposte à une attaque contre des chalutiers marocains, sur la colline d'Azouga, située à quelques kilomètres de la base en territoire marocain. MAP a affirmé à ce propos : « Alors que des bateaux de pêche marocains s'adonnaient à leur activité à la hauteur de la colline marocaine d'Azouga, ils ont été victimes d'une attaque de roquettes à partir de cette colline. Deux navires de la marine royale chargés de la protection de la région sont venus au secours des chalutiers et ont riposté à l'attaque ». Les mêmes sources ont tenu à souligner, que les attaquants ont échoué dans leur tentative d'utiliser Azouga, point non habité, comme zone de réception de livraisons d'armes par mer, et rappelle, qu'au lendemain de la signature à Alger de l'accord du 5 août 1979, le Maroc a retiré le contingent de plus de 10 000 soldats marocains stationnés en Mauritanie et n'a cessé de faire preuve d'un esprit positif et de bon voisinage à l'égard de ce pays pour trouver une solution pacifique au problème de la Guera.

• Le directeur général de l'Office des logements militaires a reçu jusqu'au mardi 17 mars 1983 à 10 heures les offres de prix relatives à l'exécution de la construction de 200 logements à Marrakech en lot unique.

• Trois unités britanniques ont jeté l'ancre au port de Casablanca.

S'inscrivant dans le cadre des relations d'amitié entre le Maroc et la Grande Bretagne, la visite des bâtiments britanniques devant se prolonger jusqu'au mercredi 9 février, date à laquelle il était prévu qu'ils reprennent leur route.

Le programme des réceptions et visites traditionnelles prévoyait une réception au consulat général de Grande Bretagne. Le commandant des unités britanniques a rendu une visite de courtoisie au Wali du Grand Casablanca. L'après-midi du même jour, le Wali, accompagné du président de la communauté urbaine et du commandant de la place d'armes, s'est rendu à bord des unités. Par ailleurs le commandant du 1^{er} régiment de la marine royale a organisé une réception en l'honneur du commandement des unités britanniques.

Le capitaine de frégate Fouad Mohamed commandant de la première base navale s'est entretenu avec le capitaine de frégate CKD Cogley commandant du groupe, les autres commandants de bord étant le capitaine PV Ricard et le capitaine PCD Camded.

• M. Driss Basri, ministre de l'Intérieur, a présidé au siège de la direction générale de la sûreté nationale la cérémonie d'installation du nouveau directeur, M. Hamid El Boukhari désigné en remplacement du colonel Abdelhaq Kadiri que le roi a nommé à la tête de la direction générale des études et de la documentation.

• A l'occasion de la visite d'amitié effectuée par le sous-marin américain USS John C. Calhoun au port d'Agadir, et dans le cadre des manifestations protocolaires qui ont marqué cet événement, M. Joseph Verner Reed, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Rabat, a fait une visite de courtoisie à M. Ahmed Motri, gouverneur de la province d'Agadir.

Dans l'après-midi, et dans le cadre verdoyant du Royal Golf d'Agadir, Américains et Marocains ont pris part à la réception offerte par le commandant du quartier maritime de la zone sud.

• Le gouverneur de la province de Tanger, M. Driss El Fallah, a reçu l'ambassadeur d'Italie M. Alberto Ramasi Valacca, venu lui faire une visite de courtoisie à l'occasion de son séjour dans la ville du Détroit pour assister aux cérémonies qui ont marqué la visite au port de quatre unités navales italiennes : l'Intrepido, l'Audace, le Lupo et le Vesuvio dont les équipages totalisent 89 officiers et 943 sous-officiers et marins.

• Le lieutenant-général Hussain Mohamed Ershad, président du conseil des ministres du Bangladesh, a effectué une visite officielle.



Lieutenant-général Hussain Mohamed Ershad

• L'École royale du service de santé militaire a organisé un concours d'admission à l'intention des jeunes bacheliers de série sciences expérimentales ou sciences mathématiques désireux de faire carrière dans la médecine militaire, pour suivre leurs études médicales en France.

Visite du président de la République française

La France est favorablement disposée à accorder au Maroc un certain nombre de satisfactions d'ordre économique et social afin d'éviter qu'au plan politique le relâchement des liens entre Paris et Rabat ne continue de s'accroître à l'avantage de Washington. Tel est, selon de nombreux observateurs, le principal enseignement de la visite officielle au Maroc du chef de l'Etat français qui s'est montré très discret sur le volet politique de ses entretiens avec le roi Hassan II. Ainsi, interrogé au cours d'une conférence de presse sur le chapitre des relations Maroc-Etats-Unis, il s'est borné à répondre que c'était là « l'affaire » du Maroc.

Au terme de la visite, dont M. Mitterrand a souligné qu'elle s'était déroulée dans « un bon climat » et devrait permettre une coopération franco-marocaine « élargie » plus solide et plus diverse, concrètement, ressortent les points suivants :

La France est convenue d'étudier la demande marocaine de livraison d'une ou plusieurs centrales nucléaires, destinées au dessalement de l'eau de mer, qui seraient alimentées par de l'uranium extrait des phosphates dont le Maroc est particulièrement riche. Il s'agit là d'une technique complexe et coûteuse.

Le Maroc souhaite que la France lui achète 1,5 million de tonnes de phosphates en plus des quelque 4 millions de tonnes qu'il lui fournit déjà. La chute des cours du phosphate est l'une des principales causes des graves difficultés actuelles de l'économie marocaine, avec deux années consécutives de sécheresse et la prolongation du conflit du Sahara occidental.

M. Mitterrand a promis qu'une solution serait prochainement trouvée au problème, vivement ressenti ici, des restrictions apportées à l'entrée en France de ses ressortissants dans le cadre des mesures de sécurité prises aux frontières françaises à l'égard des personnes en provenance de l'ensemble des pays arabes.



Le roi Hassan II a reçu récemment le président de la République française.

• Le gouvernement de la RASD considère que la mort du général marocain Djimi dans un « accident de la circulation » à Marrakech est en réalité un assassinat : « L'assassinat du général Djimi vise à « décapiter l'armée marocaine et barrer le chemin devant elle afin qu'elle ne devienne pas une alternative à la monarchie chancelante » a affirmé un communiqué ajoutant que « le conflit entre le roi Hassan II et l'armée, dont la guerre du Sahara n'est que la continuation, se déroulera inévitablement dans un avenir proche au profit de l'une des deux parties ».

• Un ancien aide de camp du défunt général Oufkir, M. Ahmed Rami, a affirmé à la seconde chaîne de télévision suédoise que « le général Ahmed Djimi (av. air) a été abattu dans le palais royal de Marrakech ». M. Rami, 36 ans, ex-lieutenant de l'armée marocaine

condamné à mort par contumace dans son pays pour avoir participé à plusieurs complots organisés par le général Oufkir, a déclaré que le général Djimi, dont la mort accidentelle à Marrakech a été annoncée le 25 janvier, « projetait une action militaire contre le roi ». Affirmant avoir été en contact permanent avec le général Djimi, M. Rami a ajouté que le roi « aurait été arrêté » à la suite de cette action et, a-t-il dit, « nous aurions ouvert son procès ». Le général Djimi, a poursuivi l'ancien officier marocain, avait été « convoqué d'urgence » au palais où il a été accueilli par « une dizaine de gardes qui ont fait feu sur lui ». Selon M. Ahmed Rami le chef des aides de camp du roi Hassan II a été « éliminé » après que son appartenance à un groupe d'officiers de tendance nasseriste opposés au souverain eut été dévoilée.

• La perspective d'un coup d'Etat militaire au Maroc devrait se rapprocher à moyen terme dans un climat d'instabilité sociale croissante, ont estimé le BERI et le WPRF, les deux plus importants instituts internationaux de risque politique. Ces organismes américains : le Business Environment Risk International et le World Political Risk Forecast, cités par la revue française le Moniteur du commerce international considèrent toutefois que le roi Hassan II devrait probablement conserver le pouvoir au cours des deux prochaines années. Pour le BERI, le « risque politique reste et restera très élevé » au Maroc, mais le roi Hassan II a « fourni aux forces armées de nouveaux matériels » et « réussira à retarder les négociations sur le Sahara occidental pour au moins deux ans ». Ces deux facteurs, selon le BERI, « empêchent un coup militaire à court terme », mais un soulèvement social portera cependant les militaires à agir au cours des cinq prochaines années. C'est aussi l'avis du WPRF qui estime que « les forces d'opposition devraient croître et la perspective d'un coup militaire se rapprocher ». Un autre institut, l'ICRG (International Country Risk Report) place le Maroc parmi la catégorie des pays à risque « très élevé ».

MAROC :

2. LA VOIE DE SON MAITRE

par Akim Charoub

Ayant grandi à l'ombre d'Oufkir, le colonel Ahmed Dlimi nouvel homme fort du Maroc est la caricature de son ancien patron. Pour lui ressembler en tous points il ne lui manque qu'une légende sanglante.

« Je ne ferai désormais confiance à personne. » Cette phrase de Hassan II après le 16 août, si elle manifeste son désarroi, ne peut tenir lieu de politique. Même en désertant son terrain de golf... 4 heures par jour, pour prendre directement en main l'armée. Les amis d'Oufkir sont présents partout : dans l'armée, la police, l'administration, les affaires. Pour détruire ce réseau complexe d'amitiés et de complicités, le roi ne peut pas se passer d'une forte poigne. Elle semble toute indiquée en la personne d'Ahmed Dlimi. Ne servait-il pas de contre-poids à l'influence du défunt ministre de la Défense ? Au point d'être l'auteur du fameux « plan anti-Oufkir » qui a permis au roi de reprendre la situation en main tout de suite après le mitraillage de son avion. Selon toute vraisemblance, c'est Dlimi qui a lui-même exécuté Oufkir. Il ne manque donc pas de titres pour briguer la succession.

Un autre Oufkir ?

Le « clan » Dlimi prend déjà forme : le général Sefrioui, son beau-frère, occupe le poste de directeur de la maison royale, laissé vacant par Medbouh. Le commandant de la gendarmerie nommé après la deuxième tentative de putsch est un autre beau-frère. Son ancien adjoint à la police, le lieutenant-colonel Ahmed Chaffii, commande le fleuron de l'armée marocaine, les brigades légères de sécurité, bien entraînées aux tâches de répression, comme elles l'ont montré après Skhirat.

A vrai dire, Dlimi n'a quitté que formellement la police après le massacre du 10 juillet 1971. Son remplaçant, un fonctionnaire de faible envergure, Driss Hassar, ne s'occupe que des tâches administratives. Les fonctions

essentielles de répression et de renseignement ont suivi leur ancien titulaire. Ahmed Dlimi, au Palais où il continue à les exercer sous le titre obscur de « chef des aides de camp du roi ».

Tout cela suffit-il pour faire de Dlimi un homme de la stature d'Oufkir ? Leurs débuts sont en tout point comparables. Celui qui sera le « premier flic du royaume » appartient à une tribu guerrière du Gharb, les Beni-Dlim. Le père, propriétaire foncier, est en même temps interprète au « bureau des Affaires indigènes ».

L'ascension

Dans un Maroc où les autorités du protectorat présidaient aux carrières de fils de notables, en fonction de leur origine, destinant les citadins à l'enseignement et aux PTT et les ruraux au métier des armes, la voie de Dlimi est toute tracée.

Etudes secondaires au collège Moulay-Youssef. L'institution est une pépinière de militants nationalistes. Le jeune Dlimi, lui, évite soigneusement les cellules istiqlaliennes. Ses camarades ne lui connaissent qu'une passion : le football. L'année 1951 le voit entrer à l'Académie militaire de Dar-el-Beida à Meknès. Il en sort major de sa promotion. Naturellement, aurait-on envie d'ajouter.

Enfin, stage à Saint-Maixent. Son séjour en France coïncide avec les années héroïques de la lutte contre le protectorat. Mais le sous-officier Dlimi n'en a cure. Il ne succombera à aucun moment à la tentation nationaliste.

Là s'arrête la comparaison avec Oufkir. Dlimi est né trop tard, en 1931, pour avoir l'occasion d'exercer ses talents de baroudeur dans les guerres coloniales françaises. Il donnera la mesure de sa bravoure dans de plus

vulgaires tâches de police.

Il se manifeste pour la première fois dans l'affaire Addi-ou-Bihi en 1957. Hassan II, alors prince héritier, désirait affaiblir l'Istiqlal en apportant la « preuve » que ce parti ne représentait pas « le bled ». Il encourage le gouverneur du Tafilalet à se soulever. L'armée française s'en mêle en armant Addi-ou-Bihi. Le complot du Prince est éventé. Les FAR interviennent. Dlimi, officier du Renseignement, montre son savoir-faire en s'infiltrant dans le camp adverse.

Mais c'est surtout de la guerre du Rif, en 1959, que date le début de l'irrésistible ascension d'Ahmed Dlimi. Hassan et Oufkir admirent l'efficacité et le zèle avec lesquels il mène ses interrogatoires. En brûlant les pieds des suspects. La chose lui vaut une nomination à l'état-major.

« Flic de gauche »

Dlimi commence par exercer le pouvoir à l'ombre d'Oufkir. Aussitôt nommé à la Direction de la Sûreté, ce dernier place son protégé à la tête du Cab. I. Chargé à l'origine, sur le modèle de la DST française, de la surveillance des étrangers et du contre-espionnage, le Cab. I va se spécialiser, sous la férule de Dlimi, dans la lutte contre la « subversion ». Sous les ordres d'Oufkir, Dlimi dote la police marocaine d'une méthode et d'une philosophie. La méthode : il systématise l'emploi de la torture. La philosophie : tout le monde est suspect. La torture aidant, les suspects grossissent les rangs des coupables. Il mettra en œuvre ces principes dans son temple de la sinistre villa Mokri. Militants de l'UNFP et anciens résistants s'y succèdent. Le premier « client » — c'est ainsi que la police appelait ses victimes — en est Ta



LE COLONEL
AHMED DLIMI.
*Le roi ne peut pas
se passer
d'une forte poigne.*

frouati. Impliqué dans une banale affaire de hold-up, cet ancien résistant quitte la « villa » sourd. On a voulu lui faire « avouer » qu'il avait été chargé par Basri de former des cellules.

A l'occasion, Dlimi n'hésite pas à se faire voyou ou provocateur. Le syndicaliste Hachemi Bennani est agressé en pleine rue à Rabat. But de l'opération : intimider les cadres de la centrale ouvrière. La leçon porte. Une charge de TNT explose dans l'imprimerie de l'UMT. Dlimi, qui l'y avait déposée lui-même, fait arrêter le gardien. Il n'a aucun mal à faire « avouer » à ce dernier que l'auteur de l'attentat n'était autre que... l'UNFP. En août 1963, c'est au tour de Mehdi Ben Barka d'être victime d'un « accident de la route »... La liste des exploits serait trop longue à énumérer. Notons, en passant, que c'est Dlimi qui a inauguré une collaboration organique de la police marocaine avec la CIA. Son interlocuteur au Cab. I était un certain Randel Gray.

Un des aspects les moins connus et les plus singuliers du rôle joué par Dlimi concerne sa réputation de « flic de gauche ». Qui n'est elle-même qu'un des aspects des plaisirs politiques qu'affectionne particulièrement le Palais. Et Dlimi n'a pas manqué

de forger maintes affaires pour étayer sa réputation. Ainsi, en 1960, était arrêté un ancien résistant, Lahrizi. On cherche en vain, et pendant deux ans, à lui extorquer des confessions de nature à compromettre Ben Barka. Sa femme, suissesse, s'agite. C'est alors que Lahrizi parvient à s'évader avec l'aide de Dlimi. Ce dernier va jusqu'à le cacher chez lui avant de le faire fuir par Tanger en compagnie de sa femme et de sa fille. Là s'arrête l'histoire : la famille Lahrizi disparaît définitivement.

Cette affaire permet néanmoins à Dlimi de faire valoir ses amitiés avec certains éléments qui se réclament de la Résistance. Amitiés qu'il a nouées pendant un séjour à Goulimine, dans le sud marocain, où stationnait l'armée de libération. Il faut dire qu'il était arrivé auréolé d'un acte de bravoure. Il avait défié l'autorité du Roi en annulant son mariage avec une de ces charmantes créatures qui peuplent le Palais. Elle n'était pas vierge...

Dans l'affaire du complot du 16 juillet 1963, il met la main à la pâte, comme Oufkir. Il ne s'en ingénie pas moins à se présenter comme un policier « compréhensif ». Il épargne tel suspect, à une fin qui s'avérera utile. Les deux hommes entretiennent encore des relations très suivies.

Dlimi confie à présent, à qui veut bien l'entendre, qu'il est un « élément nationaliste ». Il a dit un jour : « Si la gauche était puissante, ce serait différent... » En fait, Dlimi et son ancien patron Oufkir étaient convenus d'un partage des tâches. Le premier séduisait, le second sévissait. Faisant d'une pierre deux coups, le Roi fait de cette division du travail une source de rivalité entre les deux hommes. C'est Dlimi et non Oufkir qu'il envoie se faire blanchir à Paris au procès Ben Barka.

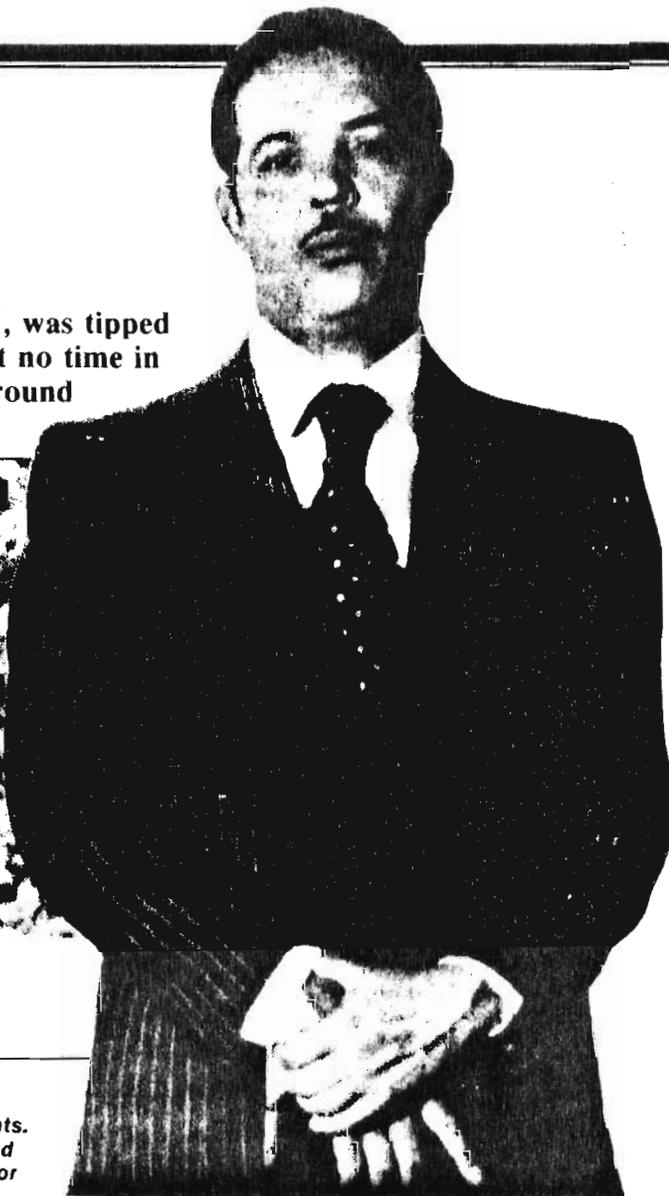
Lorsque éclate le putsch du 10 juillet, Dlimi est à la tête de la Sûreté. Les mutins le font figurer sur la liste des personnes à abattre. Il a la présence d'esprit de ne pas répondre à l'appel...

Le policier est alors promu au rang de négociateur politique. Il est chargé des premiers contacts avec Bouabid. Dlimi aura cette phrase à l'adresse du leader de l'UNFP : « Nous sommes tous pourris, il n'y a que vous qui puissiez sauver le pays. » On racontera, « intox » oblige, que Bouabid avait gagné Dlimi à sa cause. Prétendument furieux contre un négociateur aussi malléable, le Roi dépêcha Slaoui auprès de Bouabid qui s'entendit déclarer : « Mais qu'est-ce que tu lui as fait ? » C'est par ces jeux dérisoires que le Palais poursuivait son grand dessein d'union nationale.

Dlimi semble donc être bien placé pour devenir le nouvel homme fort du régime. Mais au Maroc, nombreux sont ceux qui pensent que Dlimi ne fait pas le poids. Ou plutôt qu'Oufkir est irremplaçable. Il manque à Dlimi qui, on l'a vu, n'est pas un saint, cette aura de criminel qui faisait le mythe d'Oufkir. Mais n'a-t-on pas déjà mis à profit l'attentat du 16 août pour commencer à lui en forger un ? La Cour marocaine, pourtant si experte en matière de maquillage de crimes, a sciemment laissé planer le doute sur la thèse du suicide de l'ancien ministre de la Défense. Pour créditer Dlimi d'un meurtre qui le grandit... ■

An 'accident' to forestall a coup

When Morocco's absolute monarch, King Hassan II, was tipped off that his only general was plotting a coup, he lost no time in silencing him, according to an officer in the underground movement interviewed by *Africa Now*



CAMERAPIX

General Ahmed Dlimi, King Hassan's right-hand man and commander of the Moroccan army's southern forces did not die in a car accident as alleged by the regime. He was tortured and then shot after the CIA informed the King that Dlimi was planning a military coup to overthrow the monarchy in July this year and replace it with a democratic Arab Islamic Republic of Morocco.

At a secret hideout in Sweden, Lieutenant Ahmed Rami, a leader of *Le Mouvement des Officiers Libres*, the underground movement of Moroccan army officers dedicated to overthrow the King, told *Africa Now* that General Dlimi was called to King Hassan's palace in Marrakesh at 11 o'clock at night on January 23. There, 10 security men escorted him to an underground interrogation room. At 1 a.m., two American officers arrived with the King and went into the interrogation room for some hours. At 5 a.m., Dlimi was shot. His body was later placed in his car which exploded out in a suburb, probably as the result of grenades planted inside. The police cordoned off the area, Dlimi's bullet-proof Mercedes was disposed of at once and no one was permitted to see the body, not even members of Dlimi's own family.

Above: King Hassan II: crimes against human rights says his opponents. Right: General Dlimi: had been working steadily for Hassan's downfall

The Moroccan Press has now come up with a story by a civilian called Lhrizi who said he was in Dlimi's car when the accident took place. But there are strong suspicions that Lhrizi, who has gone underground, is a member of the King's secret police.

Ahmed Rami is under sentence of death in Morocco for his part in a previous coup attempt on August 16 1972 when the *Officiers Libres* tried unsuccessfully to shoot down a Boeing jet carrying King Hassan. He now lives in exile and is the external contact man for the revolutionary officers' movement. Rami explained: "Dlimi avoided direct contact with *Officiers Libres* in Morocco. But he frequently travelled abroad and it was easy for me to be his link with the movement. We met about twice a year, and more frequently last year to plan details of the July coup.

"Unknown to us, however, the CIA was investigating him. When the CIA handed over a dossier to King Hassan in January it contained videofilm of General Dlimi and I

meeting in Stockholm last December. That was enough for Dlimi to be eliminated."

Already, on January 1, a leading investment risk analysis firm in New York, Front and Sullivan, had produced its *Political Risk from Territorial Disputes: A Global Survey*, in which Morocco was rated a country with a high risk of violence and where prospects of a coup were on the increase. The firm had noted the opposition to the corruption within Hassan's regime; the consequences of the prolonged war in the Western Sahara; POLISARIO'S capacity to score military victories over the Moroccan forces; the country's continued economic problems and growing poverty — all of which increased the likelihood of a military alternative to Hassan.

The CIA perceived Dlimi's favouring of French rather than US aid as a potential threat to American interests in the region. (There have been rumours that the King asked the US for marines to protect him. But the Americans are insisting that Hassan first get rid of his close confidants who are

in favour of closer relations with France.)

Nevertheless, the King was informed of Dlimi's coup plans by American intelligence and Hassan acted immediately. Scores of senior officers were detained on January 17 and 12 of them interrogated. Almost simultaneously with Dlimi's liquidation, three colonels — Col. Bouarat, commander of the Royal Guard; Col. Ouazari, director of the gendarmerie and Col. Doukali — were arrested and subsequently executed. The King placed the army on a state of alert on January 25 and 26 after the palace announced the "grievous death" of Dlimi in a "car accident."

According to an Algerian announcement, some young officers were arrested last month because of alleged contacts with *Officiers Libres*.

Curiously, a news item released to the *New York Times* on January 26 described the emergence of Morocco as the US' closest Arab ally — but made no mention of the death of the country's only general and even as late as mid-February there was still no mention of it in the American Press despite numerous reports in Europe.

"I am a wanted man, dead or alive," maintains Lieutenant Rami. "The Swedish security police have already foiled one plot to kidnap me and I have to be very careful — of both King Hassan's men and even more of professional CIA agents."

Asked how he knew of the events in the palace, Rami said the ears and eyes of *Officiers Libres* were everywhere. "And of course communications between, say, Casablanca and Paris are far better than those between Rabat and Casablanca."

Ahmed Rami, who grew up in the Moroccan countryside amid poor Berber people, is recognised as an intellectual in Sweden. He often partakes in public debate in the newspapers and on television on issues related to the Middle East and to Afro-Arab relations. Among academics he is known as an acute political scientist who has written penetratingly about Nasserism, the subject of his doctoral thesis.

What has not been known is his role as a Moroccan revolutionary, working steadily for the downfall of the monarchy in his homeland. At meetings in Paris, London and Stockholm last year General Dlimi and Ahmed Rami formulated the plans for this year's planned July coup. Ahmed Rami was to have been smuggled into Morocco in a military aircraft a week before the coup in readiness to take charge of a panzer regiment and seize control of the radio headquarters.

"In Stockholm last year we began drafting the communiqué to be broadcast to the nation once the *Officiers Libres* had seized control. General Dlimi and I had planned to meet again in London last month — February — because he was going to accompany King Hassan on a visit to Britain together with a high-level Arab delegation. But then Dlimi was exposed and murdered."

The communiqué, Ahmed Rami told

Africa Now, would have read something like this: "In the name of Allah our martyr, and in the name of the people, we abolish the monarchy and tyranny in Morocco and replace it with the democratic Islamic Arab Republic of Morocco. The King will be put on trial and judged for all his crimes against human rights and against the people of Morocco.

"We do not do this as the army, but as active citizens. We have no magic formula to solve Morocco's problems. It is the people themselves who will solve the problems, in every city, in every quarter, in every factory and in every village.

"We have reversed the loyalty of the army which, until now, has had its weapons aimed at the people to protect the King. But now we aim our weapons at tyrants and corruption. The army will in future play its power role — the protection of Morocco's peoples. We have overthrown the great King, but we know that there are thousands of little tyrants in Morocco whom the people have to overthrow.

"*Le Mouvement des Officiers Libres* decided to move after Israel's invasion of Lebanon. We could not wait any longer while Israel continued with its humiliations of our brother peoples and Reagan was pressuring Arab leaders to recognise Israel. To recognise Israel is to legitimise colonialism and the death of the Palestinian people....."

About half of the communiqué was to be devoted to the need for Arab unity and the need to bring about the end of Israel. It was also to announce that *Officiers Libres* would co-operate with young officers in the Algerian and Tunisian armies — with whom relations had already been

established — to overthrow those North African regimes and together build an Islamic Arab Republic as a first step in building a federation in the Arab World.

Lastly the communiqué was to clarify that *Officiers Libres* did not plan to install a military regime but, instead, a democratic government agreed upon by all political groups. There would be a constitution with legislated guarantees for all political parties and for Press freedom. The death sentence was to be abolished and asylum would be offered to Arabs anywhere living under repression.

Ahmed Rami said he decided to reveal all this information to *Africa Now* because he wanted to counter the official version that General Dlimi died loyal to the monarchy.

General Dlimi was extremely popular in the army, especially in the south. The King knew that if he had officially executed Dlimi without trial, he would have faced great opposition from the army. Furthermore, King Hassan wanted it to appear that Dlimi died in the service of the monarchy. He was well aware of Dlimi's great popularity among army officers and probably expects them to emulate Dlimi's loyalty.

There are more than 150,000 men in the army but only the underground group knew of Dlimi's real ambition to see an end to the monarchic system, so many could have been fooled by the King's version of what happened to him. "That's why I am revealing that Dlimi, a fine and great man, was working steadily for Hassan's downfall," explains Rami.

General Dlimi was a man who had undergone a metamorphosis. He had been trained as an officer by the French army

Ahmed Rami in his Swedish hide-out: "I am a wanted man, dead or alive"



ASSOCIATED PRESS

COVER STORY

and had absorbed its traditions of pride and dignity — which have their roots back in the French revolution. After Morocco achieved independence in 1956 he was among the many officers who came back and formed the Moroccan army. For many it was an instant shock to discover that King Hassan intended using them as police against the people — this had never happened in France. Expecting to achieve even more dignity as defenders of their own land, they found themselves minions of a monarch whose will was not that of the people.

"Those with access to the King, like Dlimi, were appalled at his sexual excesses, his drug abuse, his personal interests in the large-scale hashish traffic out of Morocco," said Ahmed Rami. "It is a scandal for the Arab world that such a person can be Head of State. Besides, Dlimi soon perceived that such an absolute monarchy was incompatible with the governing of a modern state. He said to me that no development was possible under such a system. So, because of his honest principles, Dlimi changed from an ordinary career officer into a politically conscious revolutionary. He told me he saw his duty as protecting the land and its people, not just the person of the King.

"His hands were not free, as King Hassan demanded his almost continuous presence, even to the extent of having him run around after him on the golf course and pick up his golf balls."

Ahmed Rami said General Dlimi had a greater vision than that of a Moroccan nationalist. Before Boumediene took power in Algeria, General Dlimi had dreamed of an Arab *maghreb* ruled by Algeria's Ben Bella and comprising the present Algeria, Tunisia and Morocco.

It was important for world observers to see Dlimi's death in its broad geo-political context and to understand why the CIA had acted once again in support of an Arab African regime favourable to the US. The CIA had clearly been shadowing Dlimi for a long time. Morocco has a very important strategic position in the Mediterranean, giving the Americans a grip on the Straits of Gibraltar. King Hassan is their watchdog in the area. Having lost the Shah in Iran, they stand to lose a great deal if Hassan falls. Reagan's so-called peace plan in the Middle East is dependent on his three building blocks: Saudi Arabia, Jordan and Morocco. So they are very fearful of change in Morocco.

Ahmed Rami and his army associates believe that the only possibility for change in Morocco lies in a military coup. The legal political parties exist only by the grace of King Hassan and may not oppose the monarchy. The state repressive apparatus is so severe that few civilians dare to partake in political activity. To demonstrate against the state means almost certain death. The only underground opposition consists of two small groups of "left extremists" known as the March 23 Movement and Ill



Dlimi: changed from an ordinary career officer into a politically conscious revolutionary

Amam which have a membership of only a few hundred Marxist intellectuals. Then there is the illegal *L'Option Revolutionnaire*, a small breakaway group from the *Union Nationale des Forces Populaires* (UNFP); and an unco-ordinated group of Muslim integrationists. None of these groups has the potential to bring about change.

Rami, 37, says he became politically aware in the early 1960's when he was a teenager. People were talking about Nasser in Egypt who had deposed a King and carried out agricultural reforms and abolished the feudal system. "I was of that group of youngsters who had grown up in suffering, for whom there were no job opportunities and no legal means to express discontent. Nasser had shown us that it was possible to achieve social justice and economic democracy. On March 23 1965, I was with a group of demonstrating students and unemployed in Casablanca. The police and army fired upon us and about 100 people died.

"Many of us then realised that via the

military lay the only way to bring about revolution in Morocco. This was why I entered the military academy in 1966. Today military opposition constitutes the strongest underground force in the country. Here lies the greatest threat to the King."

Speaking fluent Berber, Arabic and French and with an already brilliant student record, Ahmed Rami was a bright young star in the army. His rise was aided when he became personal tutor to the son of General Gharbouis, a simple officer whose only reading consisted of Donald Duck comics. In gratitude Rami was appointed head of a panzer regiment and was brought into the close circle surrounding King Hassan. Already he had joined the group of young officers who planned to overthrow the King.

The first coup attempt was July 10 1971, the King's birthday, and was masterminded by General Madbouh, then Hassan's closest military adviser. One hundred cadets were to storm the palace and shoot the King. It was a disaster. The soldiers bore the same uniforms as the palace guards, everyone was shooting each other and the King escaped by hiding in a toilet. Madbouh died in the crossfire.

Another French-trained officer, General Oufkir, was given the credit for aborting the coup and was immediately appointed Minister of Defence. He replaced Madbouh as the King's closest man, but, like his predecessor, came to hate all the King stood for. General Oufkir and Ahmed Rami became close friends and Rami was appointed the general's adjutant, which made him in effect the deputy Minister of Defence.

New plans to overthrow King Hassan were already afoot. The King's private Boeing jet was to be shot down by defence force Phantom jets on Hassan's return from vacation in France. On August 16 1972, with General Oufkir in command at the military airfield control tower, the three Phantoms went in to attack. But their machine guns turned out to be loaded largely with practice ammunition and their missiles had not been activated. A few bullets hit the Boeing and Hassan's pilot fooled the plotters by announcing that the King had been shot. After an emergency landing, King Hassan was taken to safety in the French embassy.

One of the Phantom pilots who had tried in vain to crash his jet into Hassan's Boeing and jumped out in his parachute, was captured on landing and immediately interrogated under torture. He told of General Oufkir's role. Oufkir was summoned to one of Hassan's palaces, in Skhirat, tortured and shot. It was officially announced that he had committed suicide. Says Ahmed Rami: "I saw Oufkir's body before it was removed. He had been shot several times. One eye had been blown out by a shot in the back of the head."

Several of the ringleaders were arrested. Ahmed Rami knew that he would be uncovered, as the radio communiqué he had

« Le général Ahmed Dlimi a trouvé la mort dans un accident de la circulation à Marrakech, alors qu'il regagnait sa résidence dans la même ville... » Ces quelques lignes tombent sur les téléx du monde entier vers 21 heures, le 25 janvier 1983. Quelques minutes plus tôt, la radio nationale du Maroc vient d'annoncer la nouvelle. Pas un mot de plus, pas un commentaire.

Mais, ici et là, en France comme au Maroc et ailleurs, cette idée d'un banal accident de la circulation ne convainc personne. Pour avoir douté de la version officielle, le correspondant du *Monde* a passé deux jours au gnouf avant d'être expulsé du Maroc. Comment imaginer que le « patron » de l'armée marocaine, chef des services secrets, commandant des aides de camp de Sa Majesté, héros du Sahara, ami et complice du roi, puisse avoir été la victime d'un chauffard ayant abusé du « kif » ? Et puis surtout, il y a l'histoire du règne d'Hassan II, un règne semé de complots et de répressions, de volte-faces et d'étranges disparitions, comme celle en 1972 du mentor et patron de Dlimi, le fameux Oufkir.

Personnellement, je trouvais la thèse de l'accident plausible (chaque jour il y a des cas similaires au Maroc) mais sans grandeur. J'imaginai Dlimi, que je connaissais depuis le début des années 60, voyant arriver sur lui le camion fou et criant : « Non, pas ça, c'est trop con ! »

Si con, que d'autres versions ont vite circulé. Le camion, roulait, paraît-il tous feux éteints et n'aurait même pas essayé d'éviter la voiture du général Dlimi, qui, prévoyant l'accident, aurait sauté hors de sa voiture avant d'être écrasé par les roues arrière du camion. On aurait entendu des explosions avant et après l'accident. Il avait suffi de quelques minutes à d'importantes forces de la gendarmerie royale pour arriver sur les lieux et à peine un quart d'heure pour évacuer les cadavres et la carcasse de la voiture avant que la police judiciaire ait pu faire un constat.

En fait, l'affaire Dlimi me rappelait tout d'un coup les purges qui nettoient périodiquement l'armée marocaine, chaque fois qu'une nouvelle génération prend conscience de la corruption et de l'immobilisme du régime et se prépare à éliminer le roi. Cette fois encore, à la mi-janvier, on avait arrêté six colonels, dont le chef des commandos de la garde royale. Huit commandants avaient été arrêtés à Marrakech et vingt autres dans les garnisons régionales.

Ça n'empêche pas Hassan II d'organiser des funérailles fastueuses à son ancien grand vizir et d'y envoyer son propre frère et le prince héritier. Mais personne n'a vu le cadavre de Dlimi qui fut rendu à la famille dans un cercueil plombé. Et l'enquête tourna vite court après qu'on ait appris que le camion avait été volé le 22 janvier et que le chauffard, un misérable bougre, était au secret.

Je ne pouvais pas ne pas m'intéresser à cette histoire. J'avais déjà écrit un livre *Cygne* qui parlait longuement de mes rapports avec Oufkir, Dlimi et Ben Barka. La mort subite de Dlimi faisait remonter de vieux souvenirs, notamment l'histoire de la mort d'Oufkir, alors tout puissant, tué justement par Dlimi, son fidèle adjoint.

Remontons à la fin des années 50. Le Maroc vient d'obtenir l'indépendance et Oufkir n'a pas joué un mince rôle dans cette affaire. Oufkir est un fils de noble qui a été, très jeune, capitaine de l'armée française pour faits d'armes pendant la Seconde Guerre

mondiale. Il a servi de médiateur entre les indépendantistes et les Français. Il a travaillé pour le retour d'exil de Mohamed V. Il est directeur de la Sûreté quand Hassan II accède au trône en 1959. A l'époque, le progressisme a du vent dans les voiles et personne ne donne cher du petit roi qui a la réputation d'un play-boy joueur de golf. Oufkir croit à la monarchie et va servir ce roi. Il a repéré un jeune officier, Dlimi, qui devient son adjoint. Né en 1931, Dlimi se retrouve à trente-trois ans sous-directeur de la Sûreté. C'est ensemble qu'ils montent l'opération Ben Barka, l'opposant prestigieux, le chef de la gauche marocaine qu'ils font enlever en plein Paris avec la complicité de policiers français. L'affaire se termine tragiquement dans une villa de la banlieue parisienne et le cadavre de Ben Barka n'est jamais retrouvé, provoquant le scandale que l'on sait et le premier grand ébranlement du gaullisme. C'est aussi à cette époque que la carrière de Dlimi décolle. Dlimi n'est pas un fils de noble. Il le devient aux yeux d'Hassan II, le jour où « pour blanchir son honneur et celui de son roi » il se livre à la justice française et passe huit mois en prison avant d'être acquitté faute qu'on puisse prouver sa responsabilité directe dans le meurtre de Ben Barka.

A la fin des années soixante, le trône d'Hassan II reste précaire. Quand Dlimi rentre au Maroc, il est nommé aide de camp et chef de la Sûreté. Oufkir, lui, est devenu ministre de l'Intérieur. Ils s'occupent conjointement de mater l'opposition, vague après vague. En 1971, les généraux craquent et lâchent les sous-officiers et les cadets sur le palais d'été du roi. C'est la ruerie de Skirat, provoquée en partie par une grosse affaire de corruption : un ministre a demandé 60 millions de francs de pots de vin aux Erats-Unis pour vendre à la Pan Am un terrain nécessaire à un complexe hôtelier. Même Oufkir s'en est choqué. Pourtant, il organise avec Dlimi la répression dans l'armée et une bonne bande de généraux et d'officiers supérieurs seront fusillés.

Je rencontrais pour la dernière fois le général Oufkir un peu avant Noël 1971. Je le trouvais plus que changé. Il pestait contre les profiteurs et les corrompus amis du roi. Déchiré entre sa fidélité à son roi et la haine des personnalités qui profitaient des faiblesses du monarque. Il pensait être seul à même de redresser la situation.

Ainsi était Oufkir, brutal avec les officiers, mais indulgent avec les soldats. Amoureux de sa femme et cependant débauché, cynique et croyant, loyal et comploteur, cruel et miséricordieux. Il méprisait la richesse et vivait comme un seigneur.

Or, à ce moment-là, Oufkir commençait à penser que le roi était irrécupérable parce qu'il utilisait des méthodes indignes d'un monarque :

« La débauche et la corruption ? Le roi, non seulement s'en fout, mais cela le sert : en laissant faire ces bandits, il les tient d'avantage. C'est un procédé que j'utilise aussi, mais c'est un procédé de policier, non de monarque. » Je lui demandais s'il était possible de séparer le roi de son entourage.

« Trop tard, répondit-il, la corruption est partout, au palais et dans la famille royale, chez les bourgeois et chez les princes. On ne réformera pas mon pays sans réformer son régime, sans bousculer le roi. Mais il ne veut rien entendre. J'ai voulu lui faire comprendre que l'armée était son dernier bastion et que s'il faisait fusiller les généraux compromis

dans l'affaire de Skirat, il ne resterait personne pour prendre sa défense. »

Selon Oufkir, cet entretien avec le roi fut très dur. Le roi, furieux, en arrive aux menaces. Oufkir le presse :

« Je suis ton dernier fidèle. Tu ne peux rien sans moi. Et moi je veux sauver mon pays et je le ferai malgré toi et contre toi s'il le faut. »

Il faut imaginer où douze ans de pouvoir sans partage avaient mené le jeune play-boy, héritier d'une des dernières grandes monarchies absolues. Je me rappelle une conférence internationale à Alger où le roi était arrivé avec sa propre caravelle, accompagné par une dizaine de superbes berbères aux cheveux cuivrés de henné. Elles passaient leurs journées à la piscine gardées par des barbouzes marocains à attendre les désirs du roi. Douze ans à être sur ses gardes avaient aussi contribué à lui donner ce visage bouffi. Un ambassadeur de France avait raconté comment le commandeur des croyants s'amusa à lâcher ses dogues pendant certaines réceptions du corps diplomatique.

J'ai dîné une fois au Palais, emmené par Oufkir. Le roi est arrivé précédé d'un garde qui annonçait à grands cris : « Sa Majesté, roi des croyants, descendant du Prophète... » Genuflexions des courtisans qui lui baissent la main. Le roi s'assied à une grande table avec un fauteuil à immense dossier. Il est servi par des familiers et sa nourriture est cuisinée à part et goutée par un courtisan. Sa Majesté blague tout le monde et me dit (j'étais alors officier espagnol) : « El Hadj, pour être

conversation téléphonique avec le roi. Une conversation houleuse au cours de laquelle le roi réussit à convaincre Oufkir de venir le voir à l'Ambassade du Liban où il s'est réfugié.

Oufkir, accompagné du capitaine Arimi, arrive au rendez-vous. Dlimi, le roi et le ministre de la Maison Royale l'attendent sur le perron. Dlimi a une arme dans la main. Sans un mot, il tire sur celui qui jusqu'alors était son ami et son protecteur. Oufkir veut répondre mais, blessé au bras, ne peut le faire. Dlimi tirera encore deux fois. Puis, le roi, arrachant l'arme de la main de Dlimi, donnera le coup de grâce à Oufkir. La balle pénétrant par la nuque sortira par l'œil gauche du général. »

Voilà Dlimi à la place d'Oufkir et je vais le voir pour la dernière fois. Oufkir m'avait confié ses archives pour que je les planque dans un coffre à Genève, avec ses souvenirs, et notamment sa tenue de capitaine de l'armée française. Il m'avait dit qu'il faisait ça pour se couvrir et qu'il y avait là, entre autres, les minutes de ses entretiens avec les Américains lors de la préparation du complot du Boeing. Dlimi est venu me demander de rendre les archives d'Oufkir. Je lui ai expliqué que je n'avais pas le droit de retirer les affaires du coffre. Dlimi m'a dit :

« Ne t'inquiète pas, madame Oufkir viendra avec nous. »

J'ai voulu voir où ça nous menerait. Ils ont amené une fausse madame Oufkir et le directeur de la banque n'a pas marché. Je ne sais pas ce que sont devenues les archives d'Ouf-

D LIMI AMENE UNE FAUSSE MADAME OUFKIR, MAIS LE DIRECTEUR

DE LA BANQUE SUISSE NE MARCHE PAS

vraiment des nôtres, il te manque seulement de te convertir et de te marier, tiens, je te donnerai Daouia comme femme... »

Oufkir, donc, ne se remet pas d'avoir eu à décapiter l'armée marocaine et de voir que rien ne change. Il finit par se dire que le Maroc ne décollera jamais si la monarchie reste telle quelle. Depuis l'attentat de Skirat, il a les pleins pouvoirs. Il magouille avec les Américains, l'armée de l'Air marocaine et Dlimi pour prendre le pouvoir. C'est l'attentat du Boeing royal, mitraillé par les avions de la base de Kenitra. L'avion du roi réussit à se poser, on mitraille l'aéroport, le roi s'en tire encore, on mitraille le palais, le roi se réfugie à l'Ambassade du Liban, mais le coup a raté : la gendarmerie royale contrôle la radio et l'Etat-major.

C'est là que Dlimi tourne sa veste vite fait bien fait. Le roi ne peut plus avoir confiance en Oufkir, puisqu'il avait les pleins pouvoirs au moment de tous ces mitraillages. Il sait aussi que Dlimi, chef de la Sûreté, peut être complice. Mais Dlimi vient faire allégeance, sentant que le roi va gagner. Voilà ce qui se passe, comme je l'ai raconté, il y a plusieurs années déjà dans l'édition espagnole de mon livre *Cygne*.

« Plus tard, on affirmera qu'Oufkir eut une

kir, je me suis désintéressé de tout ça.

De loin en loin, j'ai suivi la carrière de Dlimi. Des amis militaires marocains m'ont tenu au courant. Le roi l'a progressivement nommé à tous les postes clés. Normal : il ne restait que lui, le traître, après les purges de l'armée. On avait éliminé tous les officiers supérieurs. Il s'est retrouvé à la fois chef des aides de camp, chef de l'armée, commandant de la zone sud, patron des services secrets, confident, pourvoyeur des plaisirs du roi. Comme il est presque de règle au Maroc, Dlimi, au fur et à mesure que la faveur du roi lui est acquise, pense aux affaires et, après avoir fait entrer les membres de sa famille dans la nomenclature du royaume, se construit un petit empire financier : une firme d'import-export, trois entreprises de travaux publics, des taxis et des autocars, un hôtel trois étoiles, la concession de plusieurs firmes étrangères dont BMW.

Puis, en 1976, il y eut la marche verte, le grand défile nationaliste vers le Sahara espagnol, le coup de gène d'Hassan II qui verrouilla d'un coup l'opposition, elle-même nationaliste et qui retrouva la faveur populaire. La guerre du Polisario commença, et, au début, privée des cadres par les purges, l'armée marocaine prit la pile. Dlimi, chef de la

zone sud, finit par remonter un état-major de jeunes et réussit il y a deux ans à stabiliser la situation en construisant une véritable ligne Maginot aux confins du Sahara. En 1979, la chute du Shah d'Iran porta un rude coup à Hassan II qui se retrouva presque le dernier monarque absolu du monde, avec Fahd d'Arabie Saoudite et Hussein de Jordanie. Par défi, Hassan II accueillit le Shah. Et ce fut le complot des jeunes officiers islamo-intégristes qui voulaient rendre le Shah à Khomeiny. Dlimi nettoya et le Shah partit au Caire.

C'est probablement après les grandes manifestations de Casablanca en 1980 que Dlimi fut saisi de la même maladie de pouvoir qu'Oufkir et que le grand vizir ayant accumulé tous les privilèges possibles se mit en tête de chasser le calife. Le roi était de plus en plus bouffi, la libéralisation restait très formelle, le pays ne se développait pas, l'armée se lassait de guetter un ennemi invisible sur les dunes du Sahara... C'est probablement à la fin de 1981 qu'il se mit à comploter, c'est probablement vers la fin de 82 qu'il prit la décision d'agir après la répression des étudiants d'Oujda qui laissa quelques morts et des centaines de blessés sur le carreau.

les générations d'officiers sont plus techniques et s'intègrent moins volontairement dans la cour et ses magouilles. Même plus, ils ne supportent guère cette cour pourrie et la méfiance royale. Plus islamisants, ils sont choqués par la dépravation et la prévarication des courtisans. >

Dlimi prend donc conscience que les choses ne peuvent aller plus loin et que, s'il veut limiter la casse, il faut empêcher un nouveau rapprochement entre le roi et les Etats-Unis. Ce rapprochement desservirait doublement le Maroc, d'abord en le coupant de la France (c'est grâce à l'aide française que la situation au Sahara s'est stabilisée), et ensuite en le transformant en simple satellite des Etats-Unis.

Dlimi se méfie des Américains qui n'ont pas respecté leurs engagements militaires antérieurs, qui ont magouillé lors du complot de 1972 et qui veulent imposer à Hassan II une alliance politico-militaire leur permettant d'utiliser ses bases, ses ports et ses aéroports pour leurs forces d'interventions éloignées.

< Avait-il des contacts avec des intégristes musulmans de l'Iran et de Libye ?

– Je ne le pense pas, même si beaucoup de

A VANT LE VIRAGE, TROIS HOMMES SAUTENT DU CAMION ET ATTAQUENT A LA GRENADE LA VOITURE DE DLIMI

Pour le savoir je suis allé en douce au Maroc. A Rabat, l'atmosphère est lourde. Quelques officiers amis de longue date se refusent à parler de l'affaire, d'autres n'ont jamais pardonné à Dlimi sa trahison envers Oufkir et se limitent à me dire : < C'est bien fait pour lui, c'est l'histoire de l'arroseur arrosé. > Les derniers, (dont deux colonels en activité que j'ai connus sous-lieutenants dans les années 60) enfin, parlent :

< Depuis quelques mois rien n'allait plus entre le roi et Dlimi. Surtout sur l'attitude à adopter avec la France après l'arrivée des socialistes au pouvoir. Pour le roi, Mitterrand allait privilégier l'Algérie au détriment du Maroc. Hassan voulait donc se retourner vers les USA. Dlimi voulait au contraire resserrer les liens du Maroc avec la France et trouver un terrain d'entente avec l'Algérie pour résoudre le problème du Sahara qui immobilise 120 000 hommes des Forces armées sur 200 000 et qui coûte deux millions de dollars par jour... >

– Mais l'Algérie ne soutient-elle pas inconditionnellement le Polisario ?

– Les dirigeants algériens souhaitent, tout comme nous, une solution. C'est dans ce sens que se placent les contacts que Dlimi a eu en Europe avec le Dr Taleb, ministre des Affaires étrangères d'Alger.

– Et le roi ?

– Il n'a jamais rien compris ! Pour diviser et contrôler les militaires, il continue à alimenter le tribalisme. Il veut tout faire lui-même, tout superviser : les promotions, les affectations, et même les permissions des officiers ! Non, il n'a pas compris que les nouvel-

jeunes officiers sont assez attirés par un système de gouvernement qui mettrait fin à toute la corruption actuelle. >

Hassan II dans sa lancée américaine annule sans raisons convaincantes le voyage de Mitterrand au Maroc prévu pour octobre 1982 et s'envole pour Washington. Il pense que l'aide américaine ainsi que les résultats du sommet de Fez et le nouveau rôle qu'il assume dans le problème palestinien renforceront son prestige et affaibliront ses opposants.

< Chaque fois que le roi a des problèmes avec l'armée – me dira le colonel – il se tourne vers l'opposition légale, surtout l'USFP, et cherche à se donner une image démocratique. Une fois l'armée calmée, Hassan II retourne à ses vieilles méthodes de répression. La libération de Bouabid (leader de l'USFP) et ses compagnons, leur réception au Palais, leur rencontre avec Mitterrand vont dans le même sens... On verra ce qu'ils vont devenir si jamais le roi reprend les choses en main. >

De retour des Etats-Unis, Hassan II rapporte dans ses bagages un nouveau conseiller américain, le colonel Johnson (en réalité il s'appelle Artwood !) le même qui en 1972 participa au complot d'Oufkir contre le roi. Pour que le roi en arrive là, il faut vraiment qu'il se sente aux abois. Johnson-Artwood a comme mission de garantir la sécurité du roi et d'établir un plan pour affermir le trône.

Johnson s'occupe aussi de la France, et cherche à l'éloigner du Maroc. Les services américains montent en épingle certains contacts entre Dlimi et des personnalités françaises pour indiquer que non seulement Dlimi conspire mais qu'il le fait avec l'appui du

gouvernement français. Selon Johnson, les socialistes français auraient encouragé les contacts Dlimi-Alger en lui faisant sentir qu'un régime militaire au Maroc serait plus apte à trouver un terrain d'entente pour en finir avec le problème du Sahara.

Convaincu que Dlimi est devenu un danger pour lui, le roi aurait chargé Moulay Afif, ministre de la Maison royale, celui qui fut à ses côtés lors de l'assassinat d'Oufkir, de neutraliser le « traître ».

« D'abord ils ont commencé en douceur, proposant à Ahmed Dlimi un superministère civil, puis une ambassade, le poste de « représentant personnel du roi ». Dlimi refuse en indiquant que les cadres de l'armée ne le supporteraient pas, excédés par le piétinement au Sahara ainsi que par le virage pro-américain, d'autant plus inquiétant qu'ils le savent fortement inspiré par la monarchie d'Arabie Saoudite et ses pétrodollars. (Le Maroc a une dette extérieure de plus de 80 milliards de francs dont 20 à la France).

– Alors ?

– Alors ils sont passés aux choses sérieuses : en novembre (un mois après l'arrivée du Colonel Johnson) l'escorte de Dlimi découvre dans la soute de son avion une charge explosive avec détonateur altimétrique. En décembre, en plein vol, voilà que le pilote observe une défaillance dans le système hydraulique. Quelques jours avant Noël, Dlimi projette de prendre un M 133 (véhicule blindé tout terrain fortement armé) pour se rendre sur la barrière de sécurité protégeant la zone utile du Sahara. Voulant visiter aussi d'autres postes il choisit au dernier moment de voyager en hélicoptère mais il demande que le M 133 vienne le rejoindre par la route. Une heure après le départ du M 133, le blindé explose, tuant tous les occupants.

– Dlimi ne disait rien au roi ?

– On mettrait tout ça officiellement sur le dos du Polisario mais Dlimi se savait visé. Comme patron des Services secrets il n'ignorait rien de ce qui se disait sur lui au Palais, dans la cour et dans les ministères...

– Pourquoi n'a-t-il pas dénoncé publiquement tous ces faits ?

– Il a toujours voulu choisir sa tactique.

Ainsi le 25 janvier, deux jours avant l'arrivée de Mitterrand, il a été convoqué par le roi à Marrakech. Il pensait profiter de cette entrevue pour mettre le roi au pied du mur, l'amener à un changement d'orientation et se rapprocher de la France.

– Et que s'est-il passé ?

– Je ne l'ai pas revu vivant. Nous n'avons pas trop d'éléments précis sur leur entrevue, mais par contre nous savons comment l'attentat s'est préparé et réalisé... »

Voici la reconstitution des faits :

Quand Dlimi arrive à Marrakech, le roi est au golf. On ne sait pas de quoi ils parlent, mais des témoins observent que le ton monte. Dlimi gesticule de façon peu protocolaire. Vers 17 heures 30, ils rejoignent le Palais Royal (Dar el Maghzen) dans la vieille ville, à l'intérieur des remparts.

Tout près de là, au Palais de la Bahia (dans le Mellah) souvent utilisé par le frère du roi, comme résidence, trois hommes branchent un émetteur-récepteur de micro-ondes et, sur une petite table, un haut-parleur, relié à un micro caché dans le Palais Royal. Le haut-parleur leur permet de suivre la conversation entre le roi et Dlimi, l'émetteur-récepteur communique avec des agents de la sûreté qui attendent des ordres dans leur voiture.

Le plus jeune des trois hommes, le colonel K selon mes informateurs, responsable de la sûreté.

Les deux autres témoins (toujours selon les mêmes sources), seraient un ministre et un membre de la famille royale.

Vers 20 heures, Dlimi monte dans sa Mercedes blindée. Les trois hommes donnent l'ordre à la voiture de la Sûreté de le filer, puis ils mettent en alerte deux groupes d'agents secrets, qui attendent leurs ordres à bord de deux poids lourds civils garés à la sortie de Marrakech. Le premier camion est posté sur la route qui mène à Rabat, le second près de la maison de Dlimi, caché en pleine palmeraie.

La Mercedes sort de la vieille ville par la porte de Nkob et, longeant les remparts, laisse sur sa gauche l'avenue des Etats-Unis. Elle roule vers la route de Fez. C'est le chemin que Dlimi emprunte habituellement pour rentrer chez lui.

Tenu au courant par la voiture radio, le colonel K ordonne au camion posté près de chez Dlimi de passer à l'action. Il ordonne aussi à la gendarmerie royale de se rendre chez Dlimi pour contrer un « projet d'attentat contre le général découvert par la Sûreté ».

Quand la Mercedes de Dlimi quitte la route pour s'engager dans la palmeraie, le camion planqué à proximité se met en route tous feux éteints. La Mercedes prend un virage assez serré, sans voir le camion qui fonce sur elle. Laisant partir le chauffeur avec le camion, les trois hommes du commando attaquent à la grenade (incendiaire ?) la voiture du général qui prend feu.

« Mais Dlimi, demandai-je à mon interlocuteur, est-il mort dans ou en dehors de la voiture ?

– Dehors, sans doute aucun. Il avait vu le camion et s'est éjecté, mais il y avait quelqu'un d'autre avec lui sur le siège arrière et il a sauté du mauvais côté, le gauche, par où arrivait le camion qui l'a percuté, puis il a été déchiqueté par les grenades. La gendarmerie est arrivée dix minutes après pour tout nettoyer. Vingt minutes après l'accident, il ne restait aucune trace. »

Voilà donc comment finit celui qui avait choisi le pouvoir contre ses amis. L'histoire a de ces ironies terribles. Le colonel K, qui se serait chargé d'éliminer Dlimi, est responsable de la Sûreté, comme l'était Dlimi quand il tua Oufkir. Combien de temps ce nouveau vizir sera-t-il fidèle à son calife ?

Ecoutez mon ami le colonel :

« Il reste de moins en moins de militaires prêts à jouer le rôle de Dlimi. Regarde le cas du colonel Bouarat, chef des commandos de la garde royale, il a été arrêté (et accusé de corruption et d'escroquerie) parce qu'il avait refusé de participer à l'assassinat de son ami Ahmed Dlimi...

« Il ne faudrait pas, me dit mon ami en me quittant, que la France récupère son influence au Maroc en flattant Hassan II. Le roi est de plus en plus isolé. Les officiers de l'armée, même les plus royalistes, ne supporteront pas que tout le processus recommence pour la troisième fois. Le roi sera forcé de jouer le jeu démocratique, permettant une vraie vie politique pluripartite. Alors, et seulement alors, la France pourra l'aider... »

Souhaitons-lui d'avoir raison : vous le saurez en suivant la carrière de cet obscur colonel K. Vous connaissez maintenant les étranges mécanismes qui régissent les relations entre le calife et ses vizirs !

Luis Gonzalez-Muñ